

Les Enjeux

Quotidien national de l'économie

Eco

Dimanche 17 décembre 2023 - Prix : 20 DA - <http://www.lesenjeuxeco.dz> ■ N°272 ■

CONSOLIDATION
DES ACQUIS SOCIAUX
**Des décisions
inédites pour
améliorer le cadre
de vie du citoyen**

P 16

L'ALGÉRIE REJOINT L'INITIATIVE
DU COMMERCE GUIDÉ DE LA ZLECAF

Une nouvelle opportunité pour les exportateurs

Le ministre du Commerce et de la Promotion des exportations, Tayeb Zitouni, a annoncé, hier à Alger, l'adhésion officielle de l'Algérie à l'initiative de commerce guidé, dans le cadre de la concrétisation effective de l'accord de la Zone de libre-échange continentale africaine (ZLECAf). En vertu de cette adhésion, les opérateurs économiques peuvent effectuer des échanges commerciaux avec leurs homologues des pays partenaires de l'initiative sans contraintes douanières, conformément à l'accord de la « ZLECAf ». P 3



NUMÉRISATION

**Le ministère des Finances
se dote d'un Data center**



Le ministère des Finances se dote d'un Data center. Il a été inauguré hier par le ministre Laaziz Faïd. Le Data center regroupera, pour la première fois, les informations disponibles au niveau des différentes plateformes numériques relevant des différents services du ministère des Finances et des directions générales du secteur, notamment les impôts, les douanes et le Domaine.

P 2

PRODUCTION ALGÉRIENNE

**Tebboune salue les
progrès réalisés par
l'Industrie mécanique**



Le Président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, a salué, jeudi à Alger, alors qu'il inaugurerait la 31^e édition de la Foire de la Production Algérienne (FPA), les progrès réalisés par l'Industrie mécanique en Algérie, tout en appelant à privilégier la satisfaction des besoins de la consommation locale pour les différents produits, avant d'aller vers l'exportation.

P 3

ECONOMIE ALGÉRIENNE

**«La croissance devrait
rester robuste en 2024»**

Les services du Fonds monétaire international (FMI) annoncent l'achèvement de leur mission de consultations au titre de l'article IV en Algérie en 2023. Dans un communiqué rendu public, jeudi dernier, sanctionnant ses conclusions, le FMI affirme que les perspectives de l'économie algérienne sont « globalement favorables » à court terme avec une croissance solide de 4,2 % en 2023, mais elles restent exposées à « plusieurs risques ».

P 5

TOURISME

**Vers l'ouverture
d'un marché permanent
pour la promotion
de l'artisanat** P 2

DETTES FISCALES DE PLUS DE 4 ANS
**Pas de pénalités en cas
du paiement avant fin
2024** P 5

ANALYSE

**Comment le magnat
du pétrole qui préside la COP28
compte porter les ambitions
des pays du Sud** P 4

SONATRACH

Hachichi reçoit la directrice générale de "ENGIE"

Le président directeur général du groupe Sonatrach, Rachid Hachichi, a reçu la directrice générale de la Société "ENGIE", Catherine Macgregor, avec laquelle il a évoqué la coopération bilatérale, indique jeudi un communiqué du groupe. Cette rencontre s'est tenue mercredi, au siège de la direction générale de Sonatrach (Alger), en présence de hauts cadres des deux sociétés, souligne le document. Durant cette entrevue, les deux parties ont discuté "de leur partenariat dans le domaine du gaz et des perspectives du développement d'une coopération dans le domaine des énergies nouvelles", conclut le communiqué.

CNEP-BANQUE

Ouverture de 10 nouveaux guichets dédiés à la finance islamique

La CNEP-Banque a procédé jeudi à l'ouverture de 10 guichets dédiés à l'activité de la finance islamique, répartis sur plusieurs régions du pays, a indiqué cette banque publique dans un communiqué. Ces nouveaux guichets sont ouverts au niveau des wilayas d'Oran (agence Ain turck), Naama, Sidi Bel Abbes, Annaba (agence Azzaba), Alger (agence Hammani), Mila (agence Grarem), Béjaïa (agence Tichy), Médéa (agence Berrouaghia), Relizane (Oued Rhiou) et Chlef (agence Boukadir). L'ouverture de ces guichets vient s'ajouter à ceux déjà opérationnels, depuis novembre 2020, et permettra à la banque de totaliser un réseau de 106 guichets dont une agence exclusivement dédiée, répartis sur 45 Wilayas du pays, précise la même source. CNEP-Banque a souligné, à cette occasion, son "engagement continu à offrir des solutions financières diversifiées et accessibles à notre clientèle grandissante".

NUMÉRISATION

Le ministère des Finances se dote d'un Data center

Le ministère des Finances se dote d'un Data center. Il a été inauguré hier par le ministre Laaziz Faïd. Le Data center regroupera, pour la première fois, les informations disponibles au niveau des différentes plateformes numériques relevant des différents services du ministère des Finances et des directions générales du secteur, notamment les impôts, les douanes et le Domaine.

Par Slimane T.

Cette inauguration s'inscrit également « dans un contexte de transformation numérique, qui nécessite de fournir l'infrastructure appropriée pour gérer les données de manière sûre et efficace », a précisé le ministre dans son discours prononcé à la cérémonie d'ouverture, en soulignant que « L'inauguration de ce centre a coïncidé avec le vote du projet de loi de finances pour l'année 2024, qui prévoit de nombreuses mesures qui concrétiseront le programme du Président de la République et œuvreront à traduire le projet de numérisation de l'administration dans une réalité vivante, ainsi qu'améliorer les conditions économiques et sociales des citoyens et soutenir le développement et l'investissement ». L'utilisation de technologies modernes et avancées pour le stockage et le traitement des données, souligne M. Faïd, « constitue l'un des principaux fondements de l'efficacité et de la transparence du travail gouvernemental ». Ce nouveau centre, enchaîne le ministre, est également « le fruit d'efforts communs locaux et d'une coopération fructueuse entre les équipes techniques et administratives ». Il

constitue « un pilier stratégique des systèmes d'information visant à améliorer la performance du ministère et à concrétiser des décisions rapides et précises ». Grâce à ce centre, dira le ministre des Finances, « nous pourrions renforcer la sécurité, protéger les données sensibles et améliorer la qualité des services fournis aux citoyens et aux partenaires économiques ». Le lancement de ce centre renforce également, affirme le ministre, « notre ferme engagement en faveur du développement et de l'innovation continus afin de servir la société et d'atteindre nos objectifs nationaux ». Cette réalisation vise à soutenir, détaille le ministre, les efforts de maîtrise des dépenses publiques, et permettra également l'incubation de systèmes d'information applicables, qui seront publiés dans le futur, contribuant ainsi à établir les principes de bonne gouvernance des finances publiques et à améliorer les recettes en élargissant les l'assiette fiscale, ainsi qu'en renforçant la surveillance des fonds publics et en réduisant les pratiques liées à la fraude et à l'évasion fiscales ». Par ailleurs, le ministre relève que ce projet « coïncide également avec la mise en œuvre du plan stratégique des systèmes d'information du ministère des Finances pour la période

2024-2028, ainsi que la poursuite de la numérisation des services publics et la réduction des effets de la bureaucratie, qui fourniront des services de qualité aux citoyens et clients économiques ». Le lancement de ce plan stratégique « contribuera également à améliorer le climat des affaires en simplifiant et en digitalisant toutes les procédures liées aux finances publiques et en protégeant l'économie nationale ». Ce nouveau produit assurera également le renforcement de la compatibilité entre les systèmes d'information des secteurs actifs dans l'activité économique et financière du pays, ajoute-t-il. Il convient de souligner la qualité des équipements du Centre, caractérisés par l'intégration des dernières normes technologiques, notamment en matière de sécurité de l'information et de continuité de service. Cet édifice numérique constitue « un gain important pour le ministère des Finances et le pays, et peut constituer un modèle à suivre pour d'autres secteurs, car il inclut la modernisation du réseau interne et externe du ministère et permet de relier tous les services centraux et externes à travers tout le pays », conclut le ministre.

TOURISME

Vers l'ouverture d'un marché permanent pour la promotion de l'artisanat

Le ministre du Tourisme et de l'Artisanat, Mokhtar Didouche a affirmé, vendredi depuis la Wilaya de Timimoun, que le secteur comptait ouvrir, à Alger, un marché permanent dédié aux produits artisanaux. Visitant une exposition des produits artisanaux organisée à l'hôtel "Gourara" au chef lieu de wilaya, dans le cadre de sa visite de travail à Timimoun, le ministre a indiqué "que le secteur s'appête à ouvrir un marché permanent à Alger pour l'exposition des différents produits d'artisanat et des autres métiers dont regorge le pays, dans l'objectif de les promouvoir aux niveaux national et mondial", ajoutant que cette opération s'inscrit dans les plans stratégiques du secteur. Cet espace sera constitué de halls ouverts pour présenter et vendre des produits artisanaux, offrant ainsi une opportunité de promouvoir la production locale et d'encourager la commercialisation. Les visiteurs nationaux et étrangers auront ainsi l'occasion de découvrir les bijoux de l'artisanat en Algérie. M. Didouche a, également, rappelé à cette oc-

casion que la wilaya de Timimoun se démarquait par la diversité des produits artisanaux, dont le Tapis de Fatis, les produits fabriqués à partir de feuilles de palmier, ainsi que la fabrication des bijoux et des vêtements traditionnels. Au niveau de la même exposition, le ministre a découvert un modèle innovant d'une plateforme numérique développé par un jeune citoyen, pour la promotion de l'artisanat "Takalidi Hawiyati", (Mes traditions, Mon identité). Il s'agit d'une plateforme commerciale rassemblant les artisans pour commercialisation de leurs produits artisanaux. Saluant cette réalisation, M. Didouche a mis en avant l'appui et l'accompagnement de son secteur aux entreprises innovantes dans le domaine du tourisme. Le ministre du Tourisme et de l'Artisanat a, en outre, écouté un exposé exhaustif sur le secteur dans la wilaya de Timimoun et qui compte 15 structures touristiques d'accueil, dont 14 hôtels, 11 campings de tourisme et 11 agences de tourisme, contribuant à la promo-

tion du produit touristique dans la région de Gourara. Un flux de touristes a été enregistré, durant les mois d'Octobre et de Novembre, parallèlement au lancement de la saison de tourisme saharien, estimé à plus de 12.000 touristes, dont 750 touristes étrangers, sachant que les facilitations décidées par les pouvoirs publics concernant la régularisation du visa au niveau des passages frontaliers et des aéroports, ont contribué à la dynamisation du mouvement de tourisme dans la région, selon les explications fournies à la délégation ministérielle. La wilaya de Timimoun dispose de deux Zones d'expansion touristique (ZET) à "Bordj" et dans la région de "Tinerkouk", en sus d'une ZET destinée à l'investissement dans le domaine hôtelier. De plus, huit circuits touristiques ont été assurés et englobent différents Ksour qui disposent de vestiges, d'autant plus que le touriste se délecte de la vue de paysages naturels splendides que recèle l'oasis rouge Timimoun.

R E.

Quotidien economique

Les Enjeux Eco

Edité par la
SARL
Les enjeux Eco
Tel: 06 98165554

Gérant
Belmihoub
Abdelaziz

Directeur de
publication
Radji Zahir

Siège social
03,Rue Ali Boumendjel
Square Port Said , Casbah
email: lesenjeuxeco@gmail.com

ccb : BDL 005
00170000003889 09

Impression
Centre : SIA

Distribution
Centre:
les enjeux Eco

PUBLICITÉ

«Pour votre publicité, s'adresser à : L'Entreprise Nationale de Communication, d'Edition et de Publicité»
Agence ANEP 01, avenue Pasteur, Alger
Téléphone : 021 73 71 28 / 021 73 76 78 / 021 74 99 81
Fax : 021 73 95 59
E-mail: agence.regie@anep.com.dz
Programmation.regie@anep.com.dz

L'ALGÉRIE REJOINT L'INITIATIVE DU COMMERCE GUIDÉ DE LA ZLECAF

Une nouvelle opportunité pour les exportateurs

Le ministre du Commerce et de la Promotion des exportations, Tayeb Zitouni, a annoncé, hier à Alger, l'adhésion officielle de l'Algérie à l'initiative de commerce guidé, dans le cadre de la concrétisation effective de l'accord de la Zone de libre-échange continentale africaine (ZLECAF).

Par Sirine R

En vertu de cette adhésion, les opérateurs économiques peuvent effectuer des échanges commerciaux avec leurs homologues des pays partenaires de l'initiative sans contraintes douanières, conformément à l'accord de la « ZLECAF », a affirmé M. Zitouni dans une allocution prononcée lors des travaux du forum économique sur « l'initiative de commerce guidé » dans le cadre de la ZLECAF », en présence du Secrétaire général de la zone, Wamkele Mene. Le ministre Zitouni a appelé les opérateurs économiques algériens à tirer profit dès aujourd'hui des avantages accordés dans le cadre des échanges commerciaux avec les pays ayant adhéré à cette initiative, afin de promouvoir les exportations algériennes hors hydrocarbures et de concrétiser les objectifs de l'accord de la ZLECAF visant à augmenter de manière significative le volume des échanges commerciaux entre les pays africains. Actuellement, déplore le ministre, les échanges commerciaux sont encore loin de refléter « nos aspirations » soulignant que « les études économiques ont montré que le taux du commerce intra-africain ne dépasse pas 15%, l'équivalent de 2% du commerce mondial, soit le taux le plus faible comparativement aux autres régions économiques du monde. Cependant, le ministre a ajouté que « les études estiment que les échanges commerciaux intra-africain devraient atteindre les 35 milliards de dollars américains. Cela équivaut à un taux de croissance estimé à 35% du taux du commerce intra-africain ». Le ministre a, en outre, indiqué que « L'Algérie a tous les capacités et expertises pour accéder à ces marchés », dira le ministre. Plusieurs projets et décisions ont été prises par le gouvernement afin de faciliter et de promouvoir les opérations de l'exportation surtout vers les pays de l'Afrique. Le ministre Zitouni a énuméré l'achèvement de la route

transsaharienne, la réalisation d'une nouvelle route de plus de 900 km entre Tindouf-Zouérate (Mauritanie) considérée de stratégie donnant l'accès aux produits algériens aux marchés de l'Afrique de l'Ouest (CEDAO), des lignes aériens et maritimes. Il a rappelé également l'ouverture de foires permanentes au niveau de la Mauritanie et Sénégal et prochainement dans la Niger et Cote d'Ivoire, indique le ministre, en faisant savoir également que des banques ont été ouvertes dans certains pays africain (Mauritanie et Sénégal) et d'autres se poursuivront dans les mois à venir. L'autre mesure qui devrait contribuer à l'augmentation des échanges interafricains, le ministre a cité l'ouverture du commerce du troc avec le Mali et le Niger en 2024 et le lancement également de trois zones franches aux niveaux de Tamanrasset, Illizi et Tindouf. Grâce à tous ces efforts, toutes les entraves et contraintes à l'export ont été remédiées, indique le ministre, en appelant les opérateurs économiques et entreprises algériens pour tirer profit de cet espace commercial interafricain. « J'appelle le patronat et les entreprises publiques et privées pour se lancer dans des échanges économiques dans le cadre de cette initiative du Commerce guidé. Ceci nous permettra d'atteindre les objectifs fixés par le gouvernement, à savoir la réalisation de 30 milliards de dollars d'exportations hors hydrocarbures en 2030 », souligne-t-il. Zitouni a dans son discours à l'ouverture du Forum économique a expliqué que la « la tenue du Forum économique sur l'Initiative du commerce guidé reflète le grand intérêt manifesté par l'Algérie pour la réalisation de l'intégration continentale qui constitue l'une des priorités africaines les plus importantes de l'Algérie ». L'initiative de commerce guidé (GTI) a été lancée à Accra, au Ghana, le 7 octobre et vise à permettre des échanges commerciaux significatifs et à tester l'environnement opé-

rationnel, institutionnel, juridique et de politique commerciale dans le cadre de la ZLECAF. Lors d'une rencontre avec le Secrétaire général (SG) de la Zone de libre échange continentale africaine "ZLECAF" M. Wamkele, le ministre a souligné que « les listes spécifiques des positions tarifaires soumises au démantèlement tarifaire dans le cadre de la ZLECAF sont fin prêtes, après leur élaboration avec tous les secteurs concernés en Algérie, dans le cadre de l'accélération de cet espace continental, conformément aux instructions du président de la République visant à encourager le commerce intra-africain ». De son côté, M. Wamkele Mene a salué « les efforts de l'Algérie au cours des quatre dernières années, soutenus par le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, pour l'accélération des procédures de la ZLECAF, par l'adhésion de l'Algérie aux initiatives africaines et son ouverture sur le marché africain à travers des banques et des showrooms permanents des produits algériens en Mauritanie et au Sénégal, outre l'ouverture de lignes aériennes et maritimes vers plusieurs capitales du continent ». Il convient de noter que l'initiative de commerce guidé a été lancée lors de la 10e réunion du Conseil des ministres de la ZLECAF, tenue le 7 octobre 2022 à Accra (Ghana). Cette initiative vise à tester l'environnement opérationnel, institutionnel et juridique de la mise en œuvre de l'accord de la ZLECAF, à travers le lancement effectif des échanges commerciaux conformément aux avantages préférentiels prévus dans l'accord portant création de la zone, entre les Etats parties ayant rempli les conditions minimales pour entamer ces échanges. Les pays ayant adhéré à cette initiative à ce jour sont la Tunisie, l'Egypte, le Kenya, le Ghana, le Cameroun, le Rwanda, l'Ile Maurice et la Tanzanie.

CNRC

Plus de 186.000 entreprises productrices immatriculées

Plus de 186.000 entreprises productrices activant dans divers secteurs au niveau national ont été immatriculées au registre de commerce, a annoncé, jeudi à Alger, le ministre du Commerce et de la Promotion des exportations, Tayeb Zitouni en marge de la cérémonie d'inauguration de la 31e édition de la Foire de la production algérienne. Dans son exposé présenté au président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune qui a présidé l'ouverture de cette foire, concernant les résultats préliminaires de l'enquête économique sur les entreprises productrices immatriculées au niveau du Centre national du registre de commerce (CNRC) ainsi que la fiche technique de la foire, M. Zitouni a précisé que 17% des entreprises productrices recensées exercent leurs activités à Alger, la plupart étant concentrées dans les wilayas du nord. Selon le ministre, 364 activités économiques productives ont été recensées et inscrites au registre national du commerce jusqu'à novembre dernier. L'enquête en question a recensé 42.000 entreprises exerçant dans sept (7) secteurs d'activité à capacité de production et d'exportation, a fait savoir le ministre qui a ajouté que 37 activités ont été enregistrées concernant la production en général. S'agissant des secteurs d'activité nécessitant des investissements et un accompagnement et qui ont « émergé à la faveur de la réduction des importations », M. Zitouni a indiqué que « 79.000 petites et moyennes entreprises recensées nécessitent un accompagnement et un soutien financier, dont 16.726 immatriculées au registre de commerce exerçant l'activité de production de pièces de rechange ». Selon M. Zitouni, « pratiquement tout le tissu industriel national a été recensé, numérisé et classé sur une plateforme numérique spécialement conçue à cette effet, d'autant plus que ces données ont été regroupées par les agents de commerce dans 58 wilayas ».

PRODUCTION ALGÉRIENNE

Tebboune salue les progrès réalisés par l'Industrie mécanique

Le Président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, a salué, jeudi à Alger, alors qu'il inaugurait la 31ème édition de la Foire de la Production Algérienne (FPA), les progrès réalisés par l'Industrie mécanique en Algérie, tout en appelant à privilégier la satisfaction des besoins de la consommation locale pour les différents produits, avant d'aller vers l'exportation. Au niveau des stands représentant l'industrie militaire, le Président Tebboune a écouté un exposé détaillé sur les capacités de production de cette industrie, en inspectant fièrement quelques armes produites en Algérie, saluant le niveau de développement atteint par l'industrie militaire en Algérie. Toujours dans le pavillon du ministère de la Défense nationale, le président de la République a affirmé que l'Algérie a dépassé le taux de 40% d'intégration dans le domaine des industries mécaniques. Au stand de Fiat Algérie, le président de la République a salué le partenariat algéro-italien, tout en affirmant l'importance accordée par l'Etat aux industries méca-

niques et leur contribution dans le tissu industriel national. "Nous sommes sur la bonne voie", s'est-il réjoui à ce propos, soulignant la "très grande confiance en nos amis et partenaires italiens". Pour le président de la République, l'industrie mécanique "doit tirer l'Algérie vers le haut du point de vue industriel", assurant que le tissu industriel algérien est en train de progresser grâce à "beaucoup d'opérateurs locaux qui ont pris l'initiative" d'investir dans ce domaine. Arrivé au stand du complexe sidérurgique "Tosyali", le président de la République a suivi une présentation sur le développement du processus de production au sein du complexe, et a mis en avant la place de cet opérateur dans le tissu industriel national, affirmant l'importance accordée par l'Etat à ce secteur, notamment après le lancement de l'exploitation de la mine de Gara Djebilet. "Avec le lancement de Gara Djebilet vous allez pouvoir monter en cadence sans importer. Vous allez monter à 5 millions de tonnes

et peut-être même plus", a-t-il dit au représentant de l'entreprise, considérant Tosyali comme étant une société bien intégrée dans l'économie. Au niveau du stand de Condor, le président Tebboune a salué les efforts déployés par les compétences algériennes pour augmenter le taux d'intégration dans l'Industrie, ainsi que les "efforts des industriels honnêtes qui se sont adaptés à la nouvelle politique nationale et grâce auxquels des devises sont économisées". Devant le stand de Fertial (Société des Fertilisants d'Algérie), le président de la République a souligné que la disponibilité des engrais, devenus le produit "le plus stratégique au monde" constituait le plus grand défi pour l'investissement agricole. Au stand de l'entreprise Petro Baraka, spécialisée dans la fabrication des lubrifiants, le Président de la République a salué la qualité de la production nationale, insistant sur le fait d'accorder la priorité à la satisfaction du marché national avant d'aller à l'exportation. "Il ne faut pas exporter au détriment des besoins natio-

naux", a-t-il insisté, soulignant, par ailleurs, l'importance de se référer à des "statistiques fiables" qui permettent de "prendre les bonnes décisions". Devant les représentants d'IRIS, le Président Tebboune s'est, encore une fois, réjoui des taux d'intégration réalisés, regrettant les "blocages" subis dans le passé par des industriels algériens, en assurant qu'il "n'allait permettre à personne de saboter l'industrie algérienne". S'adressant aux exposants représentant le secteur de l'Habitat, le Président Tebboune a appelé à l'ouverture de succursales de la nouvelle Banque Nationale de l'Habitat (BNH), notamment dans les grandes villes qui connaissent une importante dynamique dans la promotion immobilière. "Il faut aller vers les grandes villes, comme Oran, Annaba, Constantine ou Blida et ouvrir des succursales, mais là ou il n'y a pas d'activité importante de promoteurs immobiliers, il ne faut pas en ouvrir, il ne faut pas ouvrir à titre symbolique".

R E.

Comment le magnat du pétrole qui préside la COP28 compte porter les ambitions des pays du Sud

Avant même d'avoir commencé la COP28 fait l'objet d'une controverse. Elle tient à la personnalité du président du sommet sur le climat, le sultan Ahmed al Jaber, Pdg de l'entreprise publique Abu Dhabi National Oil Company. Cela lui donne un pouvoir important sur l'ordre du jour...

Par Ibrahim Ozdemir (*)

En décembre 2023, les négociateurs des pays du monde entier se réuniront aux Émirats arabes unis pour le prochain cycle de négociations internationales sur le climat. Alors que ces négociations sont considérées comme essentielles pour obtenir les accords mondiaux nécessaires pour éviter d'atteindre un changement climatique dangereux, la confiance dans le sommet, connu sous le nom de COP28, est au plus bas. L'une des raisons tient à la personne qui est aux commandes. Les Émirats arabes unis ont mis le feu aux poudres en janvier 2023 en annonçant que le sultan Ahmed al Jaber, Pdg de l'entreprise publique Abu Dhabi National Oil Company (Adnoc), serait le président désigné du sommet sur le climat, ce qui lui donnerait un large contrôle sur l'ordre du jour de la réunion.

Des hommes politiques américains et européens ont exigé la démission de M. al-Jaber. L'ancien vice-président américain Al Gore a affirmé que les intérêts des industries fossiles avaient « capturé le processus des Nations unies à un degré inquiétant, allant jusqu'à nommer le PDG de l'une des plus grandes compagnies pétrolières du monde à la présidence de la COP28 ». Les inquiétudes quant à l'obstruction des politiques proclimat par les industries fossiles sont tout à fait légitimes, à mon avis. Il existe de nombreuses preuves que les plus grandes industries fossiles savaient déjà depuis des décennies que leurs produits provoqueraient le changement climatique, et qu'elles ont délibérément tenté de nier les sciences du climat et de s'opposer à l'évolution des politiques climatiques.

Cependant, je pense que les appels à boycotter la COP28 et à bannir le choix de la région pour la diriger sapent la crédibilité des négociations des Nations unies et négligent le potentiel du programme de la COP28. J'ai été conseiller du Programme des Nations unies pour l'environnement et je suis spécialiste de l'éthique environnementale. Mes propres préoccupations sur cette question m'ont amené à faire équipe avec six collègues du Sud pour mener une analyse comparative détaillée des objectifs et du comportement des cinq dernières présidences de la COP sur le climat.

Nous avons conclu, à notre grande surprise, que le programme politique promu par la présidence des Émirats arabes unis à la COP28 pourrait largement contribuer à accélérer la transition vers la sortie des énergies fossiles. Nous avons également constaté que de nombreuses critiques formulées à l'encontre de la présidence des Émirats arabes unis

étaient infondées.

Comment Ahmed al Jaber a été choisi
Tout d'abord, il est utile de comprendre comment les présidents des COP sont choisis.

Le choix du pays qui accueille le sommet de la COP est géré par un processus des Nations unies qui fait l'objet d'une alternance démocratique entre six régions. Les pays de chaque région se consultent pour savoir qui représentera leur région, et ce pays fait une proposition, qui est évaluée et finalisée par le secrétariat qui gère la Convention-cadre des Nations unies sur les changements climatiques.

Pour la COP28, la région Asie-Pacifique, qui se compose d'un ensemble diversifié de pays en développement, a choisi les Émirats arabes unis et Ahmed al Jaber.

Les préoccupations énergétiques des pays du Sud

Pour certains pays du Sud, la perspective d'une élimination progressive des énergies fossiles – demandée par de nombreux groupes militants et pays à l'approche de la COP28 – semble non seulement décourageante, mais aussi une menace pour leur développement économique.

Sur les dizaines de pays producteurs de pétrole dans le monde, environ la moitié sont des pays en développement à revenu intermédiaire dont les économies sont très vulnérables face à la volatilité des prix du pétrole et du gaz. Des études ont suggéré qu'une élimination rapide des énergies fossiles pourrait entraîner des milliers de milliards de dollars de pertes dues aux investissements dans les infrastructures des pays producteurs de pétrole, s'ils n'y sont pas préparés.

Pays qui produisent plus de 10 000 barils de pétrole par jour

Les États-Unis, l'Arabie saoudite et la Russie étaient de loin les plus grands producteurs de pétrole en 2022, mais de nombreux pays du Sud produisent, eux aussi, plus de 10 000 barils de pétrole brut par jour.

En même temps, de nombreux États du Sud sont confrontés aux conséquences démesurées du changement climatique, qu'il s'agisse de phénomènes météorologiques extrêmes ou de l'élévation du niveau de la mer qui peuvent menacer l'existence même de leurs communautés. Ahmed Al Jaber a qualifié l'élimination progressive des combustibles fossiles d'« inévitable » et d'« essentielle », mais il a aussi déclaré que le système énergétique et les pays du Sud n'étaient pas prêts pour une élimination rapide du fossile tant que les énergies renouvelables n'augmenteront pas, et que le sommet

devrait se concentrer sur l'adaptation. Ce point de vue, bien que soutenu par certains pays du Sud, a suscité de vives critiques.

Al Jaber, Masdar et l'Adnoc

La présidence de la COP28 par Ahmed Al-Jaber a été décrite par certains comme une tentative des Émirats arabes unis de « verdir » les plans d'expansion pétrolière et gazière d'Adnoc, l'une des plus grandes compagnies pétrolières au monde.

Bien que je sois sensible à cette préoccupation, mes collègues et moi-même l'avons trouvée beaucoup trop simpliste. Al-Jaber a passé l'essentiel de sa carrière dans le secteur des énergies renouvelables. En 2006, il a fondé et dirigé la société d'État des Émirats arabes unis spécialisée dans les énergies renouvelables, Masdar, qu'il a aidée à devenir le plus grand opérateur d'énergies renouvelables en Afrique.

Il a été nommé Pdg de l'Adnoc en 2016, dans le cadre du lancement officiel par les Émirats arabes unis d'une stratégie nationale pour l'après-pétrole. L'année précédente, le prince héritier Mohammed bin Zayed avait prononcé un discours déclarant que les Émirats arabes unis célébreraient « le dernier baril de pétrole » d'ici le milieu du siècle.

L'Adnoc a été fortement critiquée pour avoir prévu d'investir 150 milliards de dollars dans l'expansion de ses capacités pétrolières et gazières au cours de cette décennie. Je partage ces inquiétudes. Pour rester dans les limites de 1,5 °C de réchauffement climatique adoptées dans le cadre de l'accord de Paris, le monde pourrait devoir cesser les nouveaux investissements dans les combustibles fossiles, comme l'a préconisé l'Agence internationale de l'énergie, et aussi déclasser quelque 40 % des réserves de combustibles fossiles déjà exploitées.

Cependant, je pense également qu'il faut replacer cette question dans un contexte mondial lorsque l'on discute de la présidence de la COP28 : des plans de croissance des énergies fossiles bien plus importants que ceux des Émirats arabes unis sont menés par les États-Unis, le Canada, la Russie, l'Iran, la Chine et le Brésil. La majeure partie du financement des énergies fossiles dans le monde provient de banques des États-Unis, du Canada et du Japon. Et depuis 2015, les banques européennes ont versé un montant colossal de 1,3 billion de dollars dans les combustibles fossiles, dont 130 milliards de dollars pour la seule année 2022.

Le programme de la COP28

Dans notre évaluation, nous avons constaté que les Émirats arabes unis font

déjà preuve d'un leadership qui va au-delà des présidences précédentes de la COP.

Notre rapport a révélé que la valeur totale des projets d'énergie renouvelable prévus par les Émirats arabes unis avec divers partenaires au cours de la décennie s'élève à plus de 300 milliards de dollars. Selon notre analyse, ce montant est considérablement plus élevé que les investissements dans les énergies propres mobilisés par les présidences précédentes de la COP.

Le programme de la COP28 que les Émirats arabes unis promeuvent offre également une voie prometteuse pour accélérer la transition vers l'abandon des énergies fossiles.

Il prévoit de tripler la capacité des énergies renouvelables au cours des sept prochaines années, en réduisant encore les coûts pour concurrencer rapidement les combustibles fossiles, potentiellement au cours des 20 prochaines années.

Il demande également aux pays d'accepter de cesser la production d'énergies fossiles lorsque les émissions de CO2 ne sont pas capturées d'ici au milieu du siècle, ce qui pourrait accélérer le développement de la capture, de l'utilisation et du stockage du CO2 à des fins commerciales.

Enfin, la restructuration du financement de la lutte contre le changement climatique pour le rendre moins coûteux et réduire le fardeau de la dette, comme le propose la présidence des Émirats arabes unis, pourrait débloquer les milliers de milliards de dollars dont le monde en développement a désespérément besoin pour soutenir ses transitions énergétiques tout en s'industrialisant. Étant donné que le manque de financement est le principal obstacle à la transition énergétique dans les pays en développement, il est essentiel que la COP28 se concentre sur ce point.

Certes, le fait qu'un Pdg du secteur pétrolier dirige un sommet sur le climat est inquiétant pour tous ceux qui prônent une réduction progressive et rapide des combustibles fossiles, et il reste à voir dans quelle mesure les Émirats arabes unis sont attachés à ces politiques. Mais mes coauteurs et moi-même avons conclu que si le sommet de la COP28 parvient à conclure des accords historiques sur les questions susmentionnées, il s'agira d'une avancée significative dans l'accélération d'une transition juste vers l'abandon des énergies fossiles. Mais aussi d'une amélioration considérable par rapport à ce qui a été proposé lors des précédents sommets de la COP.

(*) *Professor of Philosophy, Uskudar University; Visiting Professor, Clark University*

Source: [Transitions energies.com](https://transitionsenergies.com)

ECONOMIE ALGÉRIENNE

«La croissance devrait rester robuste en 2024»

Les services du Fonds monétaire international (FMI) annonce l'achèvement de leur mission de consultations au titre de l'article IV en Algérie en 2023. Dans un communiqué rendu public, jeudi dernier, sanctionnant ses conclusions, le FMI affirme que les perspectives de l'économie algérienne sont « globalement favorables » à court terme avec une croissance solide de 4,2 % en 2023, mais elles restent exposées à « plusieurs risques ».

Synthèse Sirine R

« Les perspectives économiques à moyen terme sont tributaires des réformes visant à diversifier l'économie, et assurer une croissance inclusive, tirée par le secteur privé, ainsi que la création d'emplois. La persistance d'une inflation élevée, la volatilité des prix des hydrocarbures et les effets du changement climatique constituent des risques majeurs. Un rééquilibrage budgétaire graduel permettrait de préserver la solidité des finances publiques. Une flexibilité accrue du taux de change permettrait à l'économie d'absorber les chocs externes. Un resserrement de la politique monétaire aiderait à contenir l'inflation », lit-on dans le communiqué du FMI.

Dans une déclaration à la presse, le chef de mission du Fonds monétaire international (FMI) dirigée par M. Chris Geiregat a déclaré que : « La croissance économique devrait atteindre 4,2 % en 2023 grâce à une croissance robuste dans les secteurs des hydrocarbures, de l'industrie, de la construction et des services. Le solde des transactions courantes de la balance des paiements devrait enregistrer un excédent pour la deuxième année consécutive en dépit de la baisse des prix des hydrocarbures. Les réserves internationales sont à un niveau confortable, équivalent à 14 mois d'importations à fin octobre ».

Selon le même intervenant, « les perspectives à court terme sont globalement favorables. La croissance devrait rester robuste en 2024, et l'inflation devrait se modérer. Le solde des transactions courantes de la balance des paiements devrait enregistrer un léger excédent du fait de la baisse supplémentaire des prix des hydrocarbures et d'une hausse modérée des importations.

Le déficit budgétaire devrait se creuser davantage en 2024 du fait de la hausse des dépenses salariales, des transferts budgétaires, et des dépenses d'investissement public. Le déficit serait partiellement financé à travers le retrait des recettes des hydrocarbures accumulées au niveau du Fonds de Régulation des Recettes ».

En outre, le chef de mission du FMI en Algérie a fait savoir que les perspectives économiques sont exposées à plusieurs risques.

Pour cette institution monétaire, l'inflation pourrait demeurer élevée et la volatilité des prix des hydrocarbures pourrait avoir un impact sur la croissance et les recettes budgétaires. Quant à la persistance de déficits budgétaires élevés, ce dernier éroderait la marge de manœuvre budgétaire, provoquant un resserrement des contraintes de financement et une hausse de la dette publique. L'économie algérienne est également hautement vulnérable, ajoute-t-il, aux effets du changement climatique, tel qu'illustré par les épisodes récents de sécheresse.

A l'opposé, indique-t-il, les perspectives économiques pourraient s'améliorer grâce à la poursuite des réformes visant à diversifier l'économie (et réduire sa dépendance aux hydrocarbures), à établir une croissance plus forte et soutenable et à stimuler la création d'emplois.

Ces réformes nécessiteraient une mise en œuvre continue du Plan d'action du gouvernement, une hausse de l'investissement privé, une amélioration du climat général des affaires, un plus grand développement des marchés financiers domestiques et la recherche de nouvelles opportunités pour les exportations hors hydrocarbures, dans la continuité de l'action menée par les autorités.

Les recommandations du FMI

La mission recommande un rééquilibrage budgétaire graduel pour limiter l'augmentation attendue des besoins de financement et de la dette publique à moyen terme. L'adoption d'un cadre budgétaire de moyen terme pourrait contribuer à protéger la politique budgétaire de la volatilité des recettes des hydrocarbures et d'autres chocs. L'élaboration de plans de financement à moyen terme aiderait à diversifier les sources de financement (telles que les produits d'épargne à long terme) et à réduire ainsi la dépendance à l'égard du secteur bancaire domestique. La mission salue les progrès continus enregistrés en matière de réforme des finances publiques, tels que l'introduction du budget programme et la mise en place de contrats de performance pour les gestionnaires, qui devraient améliorer la transparence et la redevabilité en matière d'exécution budgétaire.

Dans la mesure où il y a toujours un risque que l'inflation persiste, un resserrement graduel de la politique monétaire contribuerait à la contenir, et ce en utilisant les différents instruments à la disposition de la banque centrale, y compris une utilisation plus active du taux directeur qui signalerait la détermination de la banque centrale à répondre aux risques inflationnistes.

Par ailleurs, la mission se félicite de l'adoption de la nouvelle loi monétaire et bancaire qui vise à stimuler l'innovation et l'inclusion financières (comme que la création des institutions bancaires numériques ou islamiques), à moderniser les outils à la disposition de la banque centrale en matière de supervision financière et de gestion des crises, et à réformer l'organisation de la banque centrale et les opérations de politique monétaire.

« Le renforcement de la transmission de la politique monétaire requiert une gestion proactive de la liquidité, une amélioration des outils d'analyse et de prévision (y compris une mise à jour du panier de l'indice des prix à la consommation) et un approfondissement du marché monétaire et du marché de la dette publique. Une flexibilité accrue du taux de change contribuerait à absorber les chocs et renforcerait l'efficacité de la politique monétaire », souligne-t-il.

Les autorités algériennes ont mis en œuvre plusieurs initiatives pour améliorer le climat des affaires, diversifier l'économie et promouvoir les investissements privés, rappelle-t-il.

Et d'ajouter : « La nouvelle loi relative à l'investissement vise à soutenir l'initiative privée et sera mise en œuvre par une nouvelle agence de promotion de l'investissement (y compris à travers un guichet unique et des plateformes électroniques dédiées aux investisseurs).

Les banques algériennes ont commencé récemment à établir des filiales à l'étranger pour accompagner les entreprises exportatrices. Les autorités mettent en œuvre une vaste stratégie de numérisation pour améliorer la prestation de services, la gouvernance et la transparence. La mission encourage les autorités à poursuivre la voie des réformes en éliminant les barrières administratives et en améliorant la flexibilité des marchés des produits et de l'emploi ».

LE MINISTRE AOUN EN VISITE À MOSTAGANEM Remise d'autorisations d'exploitation définitive de 34 projets d'investissement

Le ministre de l'Industrie et de la Production pharmaceutique, Ali Aoun, a présidé, samedi à Mostaganem, une cérémonie de remise d'autorisations d'exploitation définitive de 34 projets d'investissement en suspens dans différents secteurs de l'industrie productive et de service. Lors de la cérémonie qui s'est déroulée à la salle des conférences au siège de la wilaya, le ministre a souligné que Mostaganem est réputée pour sa vocation touristique, mais, a-t-il fait remarquer, des indices renseignent sur la possibilité d'y lancer des investissements dans plusieurs secteurs et transformer la région en pôle industriel d'excellence.

Indiquant que sa visite vise à relancer l'activité d'entreprises en souffrance et à étendre des usines pour intensifier la production, renforcer l'industrie nationale et créer des postes d'emploi, il a signalé le lancement de la réalisation d'une nouvelle unité industrielle du groupe public national Sidal.

A ce sujet, le ministre a indiqué que pour la première fois, le groupe Sidal procédera à la réalisation d'une usine de production de médicaments dans la wilaya de Mostaganem pour y fournir des médicaments de première nécessité et créer des emplois, appelant les autorités locales à accompagner le projet.

M. Aoun a fait part, dans ce sens, d'un effort pour l'utilisation de matières premières extraites de la wilaya de Mostaganem, dans certaines industries et leur développement.

Pas moins de 112 projets ont bénéficié des mesures décidées par le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, visant à lever les entraves administratives sur les projets d'investissement en suspens dans différents secteurs dans la wilaya de Mostaganem, dont 69 projets ont été concrétisés, a-t-il fait savoir. Le programme de la visite du ministre de l'Industrie et de la Production pharmaceutique dans la wilaya de Mostaganem comporte l'inauguration d'une unité de production chimique et d'une autre de textile et prêt-à-porter, ainsi que la pose de la première pierre d'une unité d'industrie et de production de médicaments relevant du groupe Sidal et d'une autre de production du papier.

M. Aoun inspectera aussi les unités d'industries mécaniques et électriques, de production d'engrais et d'ameublement domestique, de même que des projets d'aménagement de la zone industrielle Bordjia 1 et 2 et de la zone d'activités de Souk Elhil.

R E.

DETTES FISCALES DE PLUS DE 4 ANS

Pas de pénalités en cas du paiement avant fin 2024

Les personnes physiques et morales ayant des dettes fiscales datant de plus de quatre ans sont dispensées du paiement des pénalités de recouvrement, dans le cas d'un paiement du montant du principal des dettes au plus tard le 31 décembre 2024, a indiqué la Direction générale des impôts (DGI)

dans un communiqué.

Cette mesure intervient en application de l'article 15 de la loi de finances rectificative pour 2023, souligne la DGI précisant que les dettes fiscales concernées sont celles dont la date de mise en recouvrement est intervenue avant le 01 janvier 2020.

Il s'agit des "dettes constituées des impôts et taxes issus de la fiscalité ordinaire, fiscalité minière et écologique, y compris les déclarations G50 non suivies de paiement, les taxes parafiscales et les créances étrangères à l'impôt, ainsi que les amendes judiciaires".

Les personnes souhaitant bénéficier de

cette mesure sont invitées à se rapprocher de la Recette des impôts à laquelle elles sont rattachées, afin d'introduire une demande suivant le modèle téléchargeable sur le site-web de la DGI, ou sur papier libre, selon la même source.

R E.

TIMIMOUN

Inscription d'un institut de formation en hôtellerie et tourisme en 2024

Le ministre du Tourisme et de l'Artisanat, Mokhtar Didouche a annoncé, vendredi l'inscription, en 2024, d'un institut de formation en hôtellerie et tourisme à Timimoun pour renforcer les prestations au niveau des nouvelles infrastructures hôtelières.

S'exprimant à la presse au terme de sa visite de travail dans cette wilaya, le ministre a affirmé "l'inscription en 2024 d'un institut de formation en hôtellerie et tourisme à Timimoun, couvrant toutes les spécialités en matière d'hôtellerie et de restauration outre la formation de guides touristiques", ajoutant qu'il s'agit d'"une structure à même de renforcer, par une main d'œuvre locale qualifiée, les prestations au niveau des infrastructures en cours de réalisation".

A ce propos, le ministre a indiqué que les portes du secteur demeuraient ouvertes aux investisseurs en vue de renforcer les structures par des établissements hôteliers disposant de toutes les conditions et les commodités auxquels ont besoin les touristes et les visiteurs, soulignant l'attachement du secteur à faciliter les procédures administratives et accompagner les investisseurs dans le souci de garantir des structures touristiques de qualité.

Inspectant certaines structures d'accueil touristiques, à l'instar de l'hôtel "Gourara" et de la Résidence "Dar El Hakim" appartenant à l'un des jeunes investisseurs, M. Didouche a souligné l'importance d'allier patrimoine et architecture moderne, d'autant que les touristes préfèrent passer leurs vacances dans de telles structures.

Dans le même sillage, le ministre du Tourisme et de l'Artisanat a relevé l'importance d'accorder un intérêt particulier aux conditions du bon accueil du touriste, qui constituent un des facteurs d'attractivité.

M. Didouche a clôturé sa visite dans la wilaya de Timimoun en se rendant à certains monuments historiques, à l'instar de la Maghara et la Ksar d'Ighzer", et en s'enquérant du système d'irrigation traditionnel à Ouled E'Said, destination préférée pour les touristes.

ORAN

L'usine "Fiat" relance l'industrie automobile en Algérie

L'usine de la marque italienne "Fiat", inaugurée le 11 décembre courant dans la zone industrielle de Taфраoui (sud de la wilaya d'Oran), est considérée comme une étape importante dans la relance de l'activité de la construction automobile en Algérie.

Ce projet structurant a été réalisé en un temps record, sachant que les travaux de réalisation ont débuté en novembre 2022, après la signature d'un accord-cadre, en octobre 2022, entre le ministère de l'Industrie et le groupe "Stellantis", quatrième mondial dans le domaine de l'industrie automobile, qui comprend 12 marques, dont "Fiat". L'accord-cadre signé entre les deux parties met l'accent, notamment, sur la nécessité de développer les activités industrielles liées à la construction automobile, le service après-vente, les pièces de rechange, ainsi qu'à développer la filière de la construction automobile en Algérie.

Sa mise en œuvre est intervenue à la suite de la publication du décret 22-384 daté du 17 novembre 2022, cadre juridique qui englobe les conditions et les mesures liées aux activités en rapport avec la construction automobile, définissant un nouveau cahier des charges destiné aux importateurs et aux constructeurs automobiles. Le Groupe "Stellantis" avait annoncé que les capacités de production de véhicules de l'usine de Taфраoui sont estimées, dans une première phase, à 60.000 unités, annuellement, avant de passer à 90.000 voitures au titre de la deuxième phase.

Selon la même source, l'usine de Taфраoui produira trois modèles de la marque italienne, jusqu'en 2026, avant "d'injecter" sur le marché automobile algérien un quatrième modèle.

Le ministre de l'Industrie et de la Production pharmaceutique, Ali Aoun, a souligné, dans son discours à l'occasion de l'inauguration de l'usine, que ce projet s'inscrit dans le cadre des efforts de l'Etat visant à renforcer la coopération économique et le partenariat entre l'Algérie et l'Italie dans divers domaines en général et dans le secteur de l'industrie mécanique.

Il a souligné que le choix du jour, coïncidant avec le 63e anniversaire des manifestations du 11 décembre 1960 pour inaugurer l'usine Fiat, est "un point de départ pour une véritable industrie dans le domaine automobile dans notre pays, avec la contribution de l'un de nos partenaires italiens".

M. Aoun a déclaré: "Outre la



bonne réputation dont jouit le constructeur automobile italien Fiat, cette marque a été choisie pour être la première marque à être fabriquée localement, car l'entreprise italienne s'est engagée à atteindre des taux d'intégration qui répondent aux exigences de développement et aux termes des cahiers des charges".

Il a souligné qu'attirer les investissements étrangers dans l'industrie automobile est aujourd'hui l'une de "nos priorités les plus importantes, car il est nécessaire de soutenir divers secteurs et de relancer l'économie nationale".

M. Aoun a ajouté que dans cette perspective, plusieurs contrats de partenariat gagnant-gagnant seront conclus afin d'acquérir de l'expérience dans ce domaine, former une main d'œuvre qualifiée et œuvrer à l'intégration de la production de pièces et composants pour atteindre un taux d'intégration élevé, afin de commercialiser une voiture "Made in Algeria".

Il a souligné, à ce titre que "désormais, tout projet d'assemblage de pièces et composants sans valeur ajoutée est inacceptable".

Le ministre a indiqué que le lancement de ce projet sera suivi d'autres projets similaires qui "répondent aux normes d'intégration et de valeur ajoutée dans un avenir durable".

La cérémonie d'inauguration de l'usine "Fiat" s'est déroulée en présence du vice-ministre italien de l'Entreprise et du "Made in Italy" Valentino Valentini, du Directeur général du groupe "Stellantis", auquel appartient la marque "Fiat", Carlos Tafriz, et l'Ambassadeur

d'Italie en Algérie, Giovanni Pugliese.

Le Directeur général du groupe Stellantis, Carlos Tafriz, a souligné à la même occasion que "l'Algérie est non seulement un marché en plein essor, mais aussi une plateforme stratégique pour les exportations vers l'Afrique et le Moyen-Orient".

A l'occasion de l'inauguration de l'usine, une lettre d'intention d'extension du projet du groupe industriel "Stellantis" en Algérie a été signée entre le ministère de l'Industrie et de la Production Pharmaceutique et le groupe pour augmenter la capacité de production de cette usine, qui sera orientée vers le marché local et l'export.

Création d'une dynamique économique dans la région

L'intégration locale constitue l'un des piliers de la redynamisation de la construction automobile en Algérie. Dans cette optique, les responsables du secteur de l'Industrie ont mis en œuvre une batterie de mesures incitatives allant dans le sens de l'appui des startups.

Les mesures incitatives visent également l'accélération de l'opération d'aménagement des sites destinés à accueillir les entités économiques devant être initiées par les jeunes sous-traitants, implantées à proximité du site de cette usine, qui seront appelées à être des partenaires incontournables de l'usine Fiat.

Un portefeuille foncier, qui s'étend sur pas moins de 40 hectares, a été dégagé au profit des jeunes entrepreneurs, notamment ceux devant se spécialiser dans la fabrication de

pièces de rechange.

Ces jeunes entrepreneurs sont appelés à implanter leurs entreprises dans la zone d'activité qui leur a été exclusivement dédiée.

Dans le même contexte, M. Aoun avait déclaré, lors d'une récente visite d'inspection du site, que le taux d'intégration devra atteindre 40 à 50 %, à condition, avait-il soutenu, de développer et d'étendre le tissu industriel local susceptible de répondre aux besoins de l'industrie automobile.

Ce projet permettra de créer une dynamique économique dans la commune de Taфраoui, en incitant d'autres opérateurs économiques à investir dans cette zone industrielle, qui s'étend sur une superficie de 576 hectares, ce qui créerait des opportunités d'investissement, de sous-traitance et d'emploi. Le projet a également permis la création de 500 postes d'emploi en 2023, nombre qui passera à 1.200 postes l'année suivante et à 2.000 postes supplémentaires en 2026, en plus de 1.600 postes indirects jusqu'en 2026.

Outre "Fiat", les marques "Opel" et "JAC" ont récemment obtenu des agréments pour la fabrication de véhicules en Algérie.

En outre, 38 concessionnaires ont également obtenu l'accréditation définitive pour exercer l'activité de concessionnaires pour la commercialisation de divers types de véhicules (touristiques, utilitaires, industriels, machines, motocycles, bus et camions), dont 12 concessionnaires spécialisés dans la commercialisation de véhicules de tourisme dans le cadre des efforts déployés pour relancer cette activité industrielle et répondre aux besoins du marché national.

La commercialisation des véhicules d'importation est considérée comme une première étape, avant la concrétisation de l'objectif stratégique fixé par l'Etat, visant à mettre en place une véritable industrie durable, créatrice d'emplois, contribuant à la relance économique, la création de richesse et à accroître le PIB du pays.

ALGER

Lancement de la réalisation du premier projet de parcs agricoles

La wilaya d'Alger a lancé communément la réalisation de parcs agricoles à travers 23 zones, dans le cadre du plan vert de la capitale, en commençant par les terres adjacentes au lac de Réghaia.

Le Directeur des services agricoles de la wilaya d'Alger, Mehdi Missaoui, a indiqué à l'APS que la réalisation de ces parcs agricoles se fera en association avec les agriculteurs et les riverains, précisant que les terres agricoles adjacentes au lac de Réghaia avaient été choisies pour la réalisation de ce premier parc agricole en association avec les agriculteurs propriétaires et en concertation avec les riverains, afin que le projet puisse être mené à bien.

Les parcs agricoles, qui seront réalisés à travers 23 zones de la wilaya d'Alger (Réghaia, Chéraga, Douera et Zéralda, entre autres), totaliseront une superficie de 500 hectares, a fait savoir M. Missaoui, relevant que les agriculteurs bénéficieront gratuitement des arbustes fruitiers, de l'eau d'irrigation et de la

main-d'œuvre, leur rôle consistant à préserver le parc en étant libre de disposer des bénéfices qu'il génère.

Concernant l'enveloppe financière allouée à cette opération, le responsable a affirmé qu'il s'agissait d'un "budget ouvert" visant à préserver les espaces agricoles et à les intégrer dans le cadre du développement local, ajoutant que l'opération s'inscrivait dans le cadre des projets écologiques verts pour faire face aux changements climatiques que connaît l'Algérie comme

d'autres pays du monde.

Cette opération, a-t-il rappelé, a été précédée de campagnes de sensibilisation de proximité en direction des agriculteurs propriétaires de terres non exploitées ainsi que des riverains en vue de les convaincre de la nécessité d'adhérer à cette démarche pour faire face aux changements climatiques et de leur faire prendre conscience des énormes bénéfices qu'ils peuvent tirer de tels projets.

Le livre, les marchés et l'éducation

Avec l'extension de l'autorité de l'Argent et de la Science, les différentes autorités sont soumises à l'autorité de la divine Raison qui ne les préserve pas, mais les corrodent. Les autorités ne renvoient plus à leurs conditions de production, à l'expérience sociale et sa transmission.

Partie 4

DERGUINI Arezki (*)

L'Argent commande à toutes choses par la Raison, il n'y a plus que des experts et des commanditaires. Les individus et les groupes sociaux sont dépossédés de l'expérience par la Science et l'Argent. Dépossession qui dispose d'un côté avantageux quand tout va bien, mais qui révèle son côté désavantageux dès que ça tourne mal. Elle a été avantageuse pour l'Occident qui a pu avec l'alliance de l'Argent et de la Science conquérir le monde, elle cesse de l'être pour le monde avec le nouveau régime climatique. Rendements décroissants et externalités négatives se multiplient. Les individus redécouvrent ainsi l'expérience de la pauvreté, des catastrophes naturelles, de la guerre civile, du brutal inconfort de naviguer entre vie et mort, qu'ils avaient voulu réserver à des professionnels. Le Blanc redécouvre l'existence de la Nature, à qui il a comme retourné l'ingratitude, en s'attribuant le mérite de la nature qui lui a prêté la force (l'énergie fossile) pour transformer le monde. Ingrat, il se prit pour l'êlu de la providence et trôna au centre de l'humanité. ... Il dégrade l'interpénétration de la société et de la nature. La machine est supérieure à l'homme, mais pas à la nature. Supérieure à l'homme par sa capacité de calcul, elle ne pourra jamais tout calculer. Cela tient de ce qu'elle se branche à une énergie supérieure à l'énergie humaine. Il faut autrement regarder la machine et la nature. Nous ne sommes supérieurs ni à l'une ni à l'autre. Ce n'est pas parce que nous avons fabriqué une machine qu'elle nous est toute entière donnée, elle et son activité. Nous ne sommes pas son dieu. Les machines utilisent des ressources que nous ne pouvons pas utiliser. Nous sommes arrivés au point où nous fabriquons des choses dont nous ne comprenons pas comment elles font ce qu'elles font (intelligence artificielle générative). Il fut un temps où nous utilisions des choses où importait plus ce qu'elles font, que comment elles le faisaient. Aujourd'hui aussi, dans la course à l'innovation, importe plus ce qu'elles peuvent faire que comment elles le font. On croyait en avoir fini avec les « boîtes noires », les voilà de retour. L'interpénétration de la machine et de l'homme (le cyborg) ne soumettra pas la machine à l'homme, mais des humains et des non-humains à des humains augmentés ; l'interpénétration de la machine et de la nature ne soumettra pas la nature à la machine, mais des non-humains à la machine et conduira à une plus grande destruction de la nature (non-humains inu-

tiles). Il faudra se résoudre à une inter-pénétration tolérable de la société et de la nature, à une association raisonnable des humains et des non-humains. La qualité d'une telle inter-pénétration se dégrade de plus en plus. Le veau d'or est intronisé par l'anthropocentrisme. Mais pourquoi donc en économie politique est-on passé des physiocrates aux classiques, de la nature comme source de la richesse au travail humain comme source de la richesse ? Le travail humain n'a jamais été la source de la richesse, ni hier ni aujourd'hui. Aujourd'hui comme hier, c'est le travail des machines humaines (esclaves, salariés) et non humaines (esclaves mécaniques, animaux, plantes et minéraux), de matières (énergie, minéraux), qui est source de la richesse et de la puissance. Ce sont les énergies fossiles qui ont rendu possible l'usage des machines, l'accroissement de la population, la différenciation du travail et l'intensification du travail de la nature (agriculture). L'apport du travail humain a toujours été mince rapporté au travail de la nature (la terre, les minéraux et l'énergie). Les riches sont les maîtres des machines humaines et non humaines, de mauvais maîtres malheureusement. Qu'est-ce qui produit les esclaves ? Depuis toujours c'est la guerre, la captivité, et au travers d'elle la volonté de puissance, le désir de transformer les êtres en outils. La volonté de puissance est une combinaison de désir et de croyance. « Je suis l'Élu ». Le tournant classique de l'économie politique ne peut expliquer le passage de la centralité de la nature à la centralité de l'homme sans faire appel à l'émergence de certaines croyances et de certains désirs. La centralité du monarque de droit divin a été renversée par la centralité du Blanc dans les croyances occidentales, et, à la générosité de la nature s'est substituée la Production. Le travail humain abstrait, abstrait parce séparé de ses conditions de production, donc travail de l'esclave, de l'individu séparé de son milieu, du travail humain séparé du travail de la nature, figuré dans un équivalent général, l'argent, le capital argent, est devenu la mesure de toutes choses. L'anthropocentrisme et la Production intronisent le veau d'or. La Production et son indice fétiche le PIB. Une propension oligarchique de la démocratie polyarchique. Il faut redéfinir la démocratie, l'extirper de la société guerrière de classes et de son anthropocentrisme. La démocratie c'est d'abord une société qui dispose d'elle-même et qui développerait ensuite une disposition à conjurer la formation d'une oligarchie et que finalement

on résume dans un mode d'organisation politique polyarchique. Le second aspect est explicite dans le régime de démocratie directe et dans nombre de sociétés sans classes (village berbère). Le droit des peuples à l'autodétermination consacre quant à lui le premier aspect : sans autodétermination pas de démocratie. Se pose alors la question de savoir comment une société peut disposer d'elle-même. Le peut-elle indépendamment de ce qui l'entoure ? C'est du monde qui la comprend qu'elle se déprend et s'autonomise. Elle peut disposer d'elle-même de manière oligarchique et préférer une oligarchie à une autre parce que cette forme de gouvernement lui paraît supérieure aux autres. Les États-Unis et la Grande-Bretagne peuvent préférer le gouvernement d'une oligarchie financière qui leur permet de dominer le monde. La Chine et l'Iran, des oligarchies qui leur permettent de faire face aux États-Unis. États-Unis, Chine, Inde et Iran par exemple, ne se rangent pas pour ainsi dire sous le même Dieu (Max Weber). La société ne combat pas toujours la formation d'une oligarchie, elle sera démocratique parce qu'elle aura choisi une oligarchie qui ne lui a pas été imposée et qui ne remet pas en cause sa nature polyarchique. La démocratie ne se résume pas à une polyarchie, elle est souvent ou presque toujours une polyarchie qui privilégie une hiérarchie sur les autres, étant donné la performance de la polyarchie sous la conduite de cette hiérarchie. Une hiérarchie peut avoir la préférence d'une société et ne pas être au premier plan. La disposition d'une société ne peut pas être abstraite du contexte de sa formation. Une société dans un monde hostile peut être empêchée de développer sa disposition spontanée à disposer d'elle-même. Elle choisira un ordre social qui lui permettra de faire face à l'ambition d'une oligarchie mondiale qui veut commander par la force militaire là où elle ne peut commander par la puissance financière. Et cet ordre social visera à préserver sa capacité à s'autodéterminer. Une armée n'est pas démocratique, une société en guerre ne peut pas être démocratique, elle est sous régime d'état d'urgence. Une société peut être en guerre déclarée ou non déclarée. En état de guerre non déclarée, sa disposition à disposer d'elle-même de manière pacifique sera empêchée. De ce point de vue, la colonisation a introduit la dictature dans des sociétés démocratiques, autrement dit, l'État colonial pour empêcher la manifestation de la disposition démocratique des sociétés « primitives » les a militarisés en prétendant les

« civiliser ». L'État colonial a détruit les conditions de manifestation de la disposition démocratique de la société indigène pour soumettre les individus à sa volonté. L'État postcolonial a hérité de cette disposition empêchée et n'a pas voulu lui restituer les conditions de sa pleine expression. Il considérerait que de telles conditions ne pouvaient pas être réunies étant donné la persistance de l'hostilité de l'environnement international. Nous étions toujours comme en état de guerre, en état de guerre non déclarée. Chaque société contient en germe les conditions de sa reproduction pacifique, son régime démocratique. C'est la guerre qui inhibe et contrarie le développement de la disposition démocratique des sociétés. Mais à la différence de l'état de guerre déclarée, l'état de guerre non déclarée mobilise deux sociétés, l'une pour la guerre et l'autre pour les interactions pacifiques, sans toujours pouvoir faire la part de chacune d'elle. L'état de guerre et les zones libérées. Face à un environnement hostile, un état de guerre non déclarée, comment une société peut-elle développer sa propension à la démocratie ? En organisant des zones libérées où pourront se développer des autorités civiles. Rappelons qu'il ne s'agit pas d'opposer autorités civiles contre les autorités militaires, mais de faire tenir la société ensemble non par la contrainte, mais par le consentement. Le concept de zones libérées est le vis-à-vis social du concept économique de zones franches. Elles protégeront le développement naturel des sociétés vers le modèle de la société contemporaine : démocratique et polyarchique.

Note

[5] On aura remarqué que ma définition du marché est large, elle est celle du sens commun ici et celle des économistes là. Il est marchand et non marchand. Un « marché » entre deux ou plusieurs personnes, entre les membres d'un collectif de producteurs et de travailleurs peut être « passé » sans transaction monétaire.
[6] Comprendre sera utilisé dans sa polysémie, à comprendre selon le contexte, la phrase. Il est utilisé ici d'abord au sens mathématique et physique de préhension, de prendre avec.

(*) Enseignant chercheur en retraite, Faculté des Sciences économiques, Université Ferhat Abbas Sétif ancien député du Front des Forces Socialistes (2012-2017), Béjaia.

A suivre

RENCONTRE
MINISTÈRE DE
L'ÉCONOMIE
SAOUDIEN ET LA
BANQUE
MONDIALE
**Renforcer la
coopération et
le partenariat
stratégique**

Le ministre saoudien de l'Economie et de la Planification a rencontré la délégation du Conseil exécutif du Groupe de la Banque mondiale, en visite dans le Royaume. La réunion a abordé un certain nombre de questions, notamment les moyens de renforcer la coopération et le partenariat stratégique entre l'Arabie saoudite et la Banque mondiale. Il a également passé en revue les réformes et transformations économiques dont le Royaume est témoin dans le cadre de la Vision saoudienne 2030 et son soutien aux banques de développement affiliées au groupe dans les pays en développement.

**SOUS L'ÉGIDE
DE PÉKIN
L'Arabie
saoudite
et l'Iran
réitèrent leur
engagement à
l'accord négocié
cette année**

L'Arabie saoudite et l'Iran ont déclaré vendredi qu'ils étaient attachés à un accord conclu sous l'égide de la Chine en avril, en vue de normaliser leurs relations, a rapporté l'Agence de presse saoudienne (SPA). Le communiqué a été publié après la tenue d'une réunion tripartite à Pékin entre les vice-ministres des Affaires étrangères, visant à discuter des progrès réalisés sur cet accord conclu plus tôt cette année. L'Arabie saoudite et l'Iran ont tous deux remercié la Chine pour avoir accueilli la réunion, ainsi que pour son rôle de médiation entre Riyad et Téhéran. Les trois parties ont également exprimé leur préoccupation par rapport à la situation à Gaza, et ont déclaré que toute solution au conflit devait respecter la volonté du peuple palestinien. La prochaine réunion tripartite entre responsables saoudiens, iraniens et chinois se tiendra en juin prochain à Riyad, selon le communiqué publié vendredi.

IMPACT DE LA GUERRE À GAZA SUR LES ÉCONOMIES DE L'EGYPTE, DE LA JORDANIE ET DU LIBAN

Des milliards de pertes...

Les résultats préliminaires d'une nouvelle étude d'évaluation rapide publiée par le Programme des Nations Unies pour le développement et la Commission économique et sociale pour l'Asie occidentale (CESAO) ont révélé que le développement humain en Égypte, au Liban et en Jordanie devrait décliner en raison de la guerre contre Gaza.

Le système humanitaire à Gaza est sur le point de s'effondrer, mettant gravement en danger la vie de plus de 2,2 millions de personnes. Les répercussions de la guerre sur les pays voisins de la région entraîneront des revers sociaux et économiques à long terme. Une fois que la guerre aura terminé son troisième mois actuel, les estimations préliminaires indiquent que 230 000 personnes supplémentaires tomberont dans la pauvreté dans les pays voisins, l'Égypte, la Jordanie et le Liban, d'ici la fin 2023, en raison du coût de la guerre en termes de perte de produit intérieur brut qui pourrait atteindre environ 10,3 milliards de dollars américains, soit 2,3% pour ces trois pays. L'étude d'évaluation, intitulée « Les impacts socio-économiques attendus de la crise de Gaza sur les pays voisins », examine plusieurs facteurs d'impact régionaux potentiels, en s'appuyant sur les leçons tirées des conflits précédents dans la région, notamment l'invasion de l'Irak en 2003, la guerre à Gaza de 2008-2009 et la crise en Syrie qui fait rage depuis 2011. Ces impacts comprennent, entre autres, l'évolution des prix du pétrole, les flux de réfugiés, les pressions sur la dette publique et l'espace budgétaire, le tourisme et le commerce. L'étude d'évaluation indique que ces facteurs d'impact doivent être soigneusement surveillés, car ils restent des sources de risque, même si leurs effets ne sont pas encore pleinement apparents à l'heure actuelle. Les auteurs de l'étude d'évaluation rapide estiment que si la guerre se prolonge pendant plus de trois mois, les impacts sociaux et économiques sur les pays voisins s'intensifieront. Les estimations supérieures prévoient que prolonger la guerre au-delà de trois mois pousserait plus de 500 000 personnes dans la pauvreté et que les pertes totales de PIB atteindraient 18,0 milliards de dollars, soit 4,0 %, pour les trois pays réunis en 2024.



Pour Abdellah Al-Dardari, directeur du Bureau régional pour les États arabes du Programme des Nations Unies pour le développement, « comme ces pays étaient déjà confrontés à des défis économiques majeurs en raison des effets du Covid-19 et de l'ensemble des crises économiques mondiales, y compris celles provoquées par la guerre en Ukraine, nous ne devons pas oublier que les effets de la guerre en Ukraine Gaza sur le commerce, le tourisme et les moyens de subsistance, exacerbent les « vulnérabilités existantes et compromettent les modestes gains que ces pays ont pu obtenir dans leur cheminement vers la reprise et la remise de leur économie sur les rails ». Les auteurs de l'étude ont utilisé des outils de modélisation économique pour simuler les effets de la guerre sur les pays voisins, en se concentrant principalement sur l'Égypte, la Jordanie et le Liban, ainsi que sur la Syrie, où les données étaient disponibles. Pour calculer les effets des facteurs d'impact, ils ont utilisé deux estima-

tions de l'extension de la guerre : trois mois et six mois. Cependant, les auteurs de l'étude préviennent que si la guerre étend sa portée géographique, ses effets s'intensifieront et deviendront plus prononcés. Ils appellent donc à des mesures urgentes pour renforcer la ca-

pacité des pays voisins touchés à faire face aux crises sociales et économiques, soulignant que la priorité doit être de prendre toutes les mesures nécessaires pour mettre fin à la guerre et mettre un terme aux destructions sionistes et aux souffrances des innocents à Gaza et le territoire palestinien.

Maersk suspend tout le trafic de porte-conteneurs via la mer Rouge

La compagnie maritime danoise A.P. Moller-Maersk suspendra toutes les expéditions de conteneurs via la mer Rouge jusqu'à nouvel ordre, a déclaré vendredi à Reuters un porte-parole de la société. "Après l'accident impliquant le Maersk Gibraltar hier et une nouvelle attaque contre un porte-conteneurs aujourd'hui, nous avons demandé à tous les navires Maersk dans la zone destinés à traverser le détroit de Bab al-Mandab de suspendre leur voyage jusqu'à nouvel ordre", a déclaré la société dans un communiqué. Maersk a déclaré jeudi que son navire Maersk Gibraltar avait été visé par un missile alors qu'il voyageait d'Oman, à Djeddah, en Arabie Saoudite et que l'équipage et le navire étaient sains et saufs. Maersk a déclaré que la société était profondément préoccupée par la situation sécuritaire très dégradée dans le sud de la mer Rouge et dans le golfe d'Aden. "Les récentes attaques contre des navires commerciaux dans la région sont alarmantes et constituent une menace importante pour la sûreté et la sécurité des gens de mer", écrit le communiqué.

POUR SUIVRE LE RYTHME DE L'AFFLUX DE TOURISTES Oman met en œuvre des projets de développement à Jabal Al Akhdar

L'État de Jabal Al Akhdar, dans le gouvernorat d'Al Dakhiliyah, dans le sultanat d'Oman, bénéficie de la mise en œuvre d'un certain nombre de projets de services et de développement. Il s'agit d'une destination touristique qui attire de nombreux touristes en plus de l'expansion de la population. Un ensemble de projets de développement d'une valeur de plus de 1,5 million de riyals omanais ont été proposés et sont mis en œuvre par la municipalité d'Al Dakhiliyah dans le cadre des projets de développement du gouvernorat. Le directeur du département des projets de la municipalité d'Al Dakhiliyah, a déclaré que l'un des projets les plus importants mis en œuvre dans la wilaya d'Al Jabal Al

Akhdar est le projet de revêtement de route interne et son rôle vital dans la facilitation du transport. L'approbation des avant-projets détaillés ayant été achevée et les travaux de pavage ayant commencé ainsi que la préparation de sentiers de pavage d'une longueur totale de 12,6 kilomètres répartis entre plusieurs régions et plans de l'État, et l'attribution d'un appel d'offres pour la préparation des plans d'un ensemble de projets des routes intérieures d'une longueur de 10 kilomètres en plusieurs endroits de l'État pour compléter le réseau routier qui dessert les plans et les quartiers résidentiels. Il a ajouté que, afin de suivre le rythme de la densité du trafic résultant du mouvement touristique observé dans l'État, le projet de

services de conseil a été chargé de développer l'entrée de l'État de Green Mountain et de réaliser des conceptions pour mettre en œuvre la dédoublement de la route, dans la région de Saih Qatna, sur une longueur de 5 kilomètres. Un projet a également été confié pour réparer les dommages causés à certaines routes afin de maintenir la durabilité et l'efficacité des routes. Il a expliqué à l'agence de presse d'Oman que plusieurs kiosques avaient été installés, répartis dans certains endroits de l'État de Jabal Al-Akhdar, pour créer un environnement sain et propice à l'exposition des produits saisonniers qui font la renommée de l'État et pour fournir le confort aux vendeurs et les visiteurs du site. Il a expliqué

qu'un appel d'offres avait été lancé pour créer un parc public. Le terrain attribué dans la région de Saih Qatna, où la mise en œuvre commencera une fois que toutes les procédures liées aux travaux d'appel d'offres seront terminés. Ceci contribuera à créer un débouché pour les habitants de l'État et les touristes venant de l'intérieur du Sultanat d'Oman et de l'extérieur de l'État de Jabal Al Akhdar. Il convient de noter que l'État de Jabal Al Akhdar, dans le gouvernorat d'Al Dakhiliyah, est l'une des destinations touristiques du Sultanat d'Oman tout au long de l'année en raison de son climat doux en été et de ses hivers extrêmement froids, ainsi que de la disponibilité de nombreuses installations hôtelières.

AFIN DE SOUTENIR LE DÉVELOPPEMENT DU SECTEUR PRIVÉ ET DES INFRASTRUCTURES

La BAD approuve une facilité de 175 millions \$ en faveur de United Bank for Africa

Le Conseil d'administration du Groupe de la Banque africaine de développement a approuvé un paquet financier de 175 millions de dollars au profit de United Bank for Africa (UBA), comprenant 100 millions de dollars de dette senior à long terme, 50 millions de dollars de dette senior à moyen terme pour le financement du commerce et un programme de participation aux risques de 25 millions de dollars.

La dette senior à long terme renforcera la capacité de UBA à financer des projets au Nigeria dans les secteurs clés des infrastructures, de l'agriculture et des chaînes de valeur connexes, ainsi que dans les secteurs de l'industrie manufacturière, de l'énergie et des petites et moyennes (PME). La facilité sera complétée par une assistance technique de l’Affirmative Action for Women in Africa (AFAWA), « Action positive pour les femmes en Afrique », en français), une initiative pour stimuler l'accès au financement et à l'assistance technique pour les PME féminines. La dette senior pour le financement du commerce fournira à UBA des li-

quidités anticycliques en dollars indispensables pour soutenir les PME et les entreprises locales impliquées dans des activités liées à l'exportation et à l'importation à court et à moyen terme. L'accord de participation aux risques non financé vise à renforcer le rôle d'UBA UK (UBA Grande Bretagne) en tant que banque de confirmation régionale et, par extension, à élargir l'accès aux marchés internationaux pour les banques émettrices africaines, qui en sont largement exclues. La Banque africaine de développement et UBA UK, une filiale de UBA PLC, partageront à égalité de parts le risque de défaut sur un portefeuille de transactions commer-

ciales éligibles initiées par des banques émettrices africaines et compensées par UBA UK. S'exprimant à l'issue de l'approbation du Conseil d'administration, Lamin Barrow, directeur général pour le Nigeria du Groupe de la Banque africaine de développement, a déclaré : « Nous sommes heureux de soutenir UBA avec ce programme, qui s'aligne sur quatre des cinq priorités opérationnelles de la Banque africaine de développement, les « High 5 », en l'occurrence les priorités « éclairer l'Afrique et l'alimenter en énergie », « nourrir l'Afrique », « intégrer l'Afrique », et « industrialiser l'Afrique ». « Cette intervention répondra à la demande

non satisfaite de financement du commerce au Nigeria et en Afrique respectivement, en fournissant des financements à moyen terme pour promouvoir les exportations et les importations de biens intermédiaires nécessaires pour soutenir les secteurs économiques vitaux. Cela permettra également de débloquer des financements stables et abordables pour les PME qui sont le moteur de la croissance économique et de la création d'emplois au Nigeria », a déclaré Ahmed Attout, directeur par intérim du Département du développement du secteur financier à la Banque africaine de développement.

NAMIBIE

Le gouvernement autorise l'exploitation de l'uranium au projet Etango

Selon les plans actuels de Bannerman Energy, sa future mine d'uranium Etango devrait entrer en service en 2027. La production de cet actif namibien devrait arriver sur un marché où la demande est en hausse, du fait des projets de construction de nouvelles centrales nu-

cléaires dans le monde. En Namibie, Bannerman Energy a annoncé le 15 décembre l'obtention d'un permis d'exploitation minière pour son projet d'uranium Etango. Avec cette autorisation, la compagnie a attribué les premiers contrats pour des travaux préliminaires, se rapprochant un peu

plus de son objectif de mettre la mine en production en 2027. Les deux contrats initiaux attribués concernent la construction d'une conduite d'eau temporaire pour les principaux travaux de terrassement et de génie civil, ainsi que d'une route d'accès au site. D'un coût total

POUR SOUTENIR LA CROISSANCE DES ACTIVITÉS PÉTROGAZIÈRES EN AFRIQUE

Alliance de KontinentalEnergy et Gulfstream Services

Gulfstream Services est un fournisseur américain de services pétrogaziers offshore qui entend accompagner son homologue namibien KontinentalEnergy, dans l'expansion de ses opérations pétrolières sur le continent africain. KontinentalEnergy Services (KES), une compagnie de services pétrogaziers basée en Namibie, a officialisé, mercredi 13 décembre, un partenariat avec la compagnie américaine Gulfstream Services Inc. (GSI), dont les activités couvrent également l'amont pétrolier. Le partenariat cible essentiellement le renforcement des capacités opérationnelles de KES en vue de son expansion sur le marché pétrogazier afri-

cain. Dans cette optique GSI, qui opère dans 22 pays, fournira une gamme complète d'outils et d'équipements de location. Cette gamme comprend entre autres des services standards haute pression, des services H2S, de l'équipement Chiksan, des tuyaux et des flexibles basse pression, des boîtes de chargement, des paniers ainsi que des supports personnalisés. L'entreprise namibienne table sur les équipements fournis dans le cadre de cette collaboration pour soutenir ses opérations pétrogazières en Namibie, au Gabon, en Guinée équatoriale, en République du Congo, en Angola, au Nigeria et sur d'autres marchés où d'importantes découvertes d'hydrocarbures ont été réalisées.

AIDE D'URGENCE À LA PRODUCTION AGRICOLE À TRAVERS LE MONDE EN 2024

La FAO veut mobiliser 1,8 milliard \$

Près de 735 millions de personnes dans le monde font face à une sous-alimentation en raison de multiples facteurs allant de la dégradation du climat au ralentissement économique. Ce contexte nutritionnel critique mobilise de nombreuses institutions des Nations unies. La FAO cherche à rassembler 1,8 milliard \$ pour appuyer la production alimentaire dans le monde en 2024. C'est ce qu'a indiqué l'organisme onusien dans un communiqué publié le 11 décembre dernier. Cette enveloppe devrait permettre concrètement de soutenir 43 millions de personnes dans le monde à travers un accès aux intrants et à d'autres moyens de production.

D'après la FAO, en moyenne deux tiers de ceux qui souffrent d'une insécurité sévère dans le monde dépendent de l'agriculture pour leurs revenus. Dans un tel contexte, l'organisation indique que les interventions visant à renforcer les capacités de production des populations combinées plus globalement aux transferts en espèce et aux distributions directes d'aliments représentent une façon plus efficiente de répondre aux besoins humanitaires urgents. Même si l'aide d'urgence à l'agriculture ne capte actuellement que 4 % des fonds humanitaires alloués à l'alimentation, la FAO indique que cette branche permet de maximiser l'impact des interventions dans les communautés.

« En 2022, avec seulement 598 millions \$, l'appui d'urgence à la production agricole a permis à 23 millions de personnes dans 29 pays de produire leur nourriture et de satisfaire les besoins de leurs familles pendant 11 mois. La valeur des cultures produites, dont les légumes, a été estimée à 2,75 milliards \$, soit un retour sur investissement de 6 \$ pour chaque dollar fourni », explique l'organisme onusien. Il faut noter que l'appel de la FAO intervient dans un contexte global marqué par l'aggravation de la crise humanitaire dans plusieurs régions du monde avec les conditions climatiques extrêmes, les conflits et l'instabilité économique.

L'ONU a d'ailleurs lancé récemment un appel humanitaire de 46,4 milliards \$ pour soutenir 180,5 millions de personnes dans le monde en 2024. Dans ce total, un montant de 7,6 milliards \$ est prévu pour aider 32,3 millions de personnes en Afrique de l'Ouest et du Centre notamment au Mali, au Burkina Faso, au Nigeria, au Cameroun, au Tchad, en Centrafrique, en RDC et au Niger. Pour rappel, selon les Nations unies, environ 282 millions d'Africains ont fait face à une sous-alimentation en 2022, soit 57 millions de personnes de plus depuis le début de la pandémie de Covid-19 en 2020.

SIERRA LEONE

China Road and Bridge Corporation construira un pont reliant Freetown et Lungi

En plus d'améliorer la mobilité entre les deux villes, le nouveau pont imprimera une nouvelle dynamique au trafic dans l'aéroport principal du pays. La Sierra Leone a récemment signé un accord avec la China Road and Bridge Corporation et le cabinet d'architectes du groupe Atepa pour la réalisation du projet de construction d'un pont de près de 8,5 km devant relier Freetown à la ville côtière de Lungi, située à près de 30 km de la capitale. Le projet budgétisé à près de 5,1 milliards USD est prévu pour démarrer en 2024 et être achevé après 3 ans de travaux. Une étude de faisabilité est actuellement en cours et devrait être finalisée dans les prochains mois. Le pont figure parmi les projets d'infrastructures structurantes du pays pour impulser une dynamique de croissance à l'économie nationale. L'infrastructure offrira notamment une interconnexion plus facile entre Freetown, centre névralgique des affaires et Lungi qui abrite le principal aéroport du pays. Actuellement le moyen plus facile pour rallier Freetown à partir de l'aéroport est le transport par bateau. Le trajet d'environ 20 à 30 minutes est opéré par deux compagnies qui facturent le ticket à 45 USD. Le défaut d'accessibilité de l'aéroport avait motivé les anciens dirigeants du pays à élaborer le plan de construction d'un nouvel aéroport à Freetown. Le projet qui a été avorté plus tard était évalué à plus de 400 millions USD et devrait être financé par la Chine.

ETATS-UNIS

Le trésor de 6000 milliards de dollars qui pourrait doper les actions

Pour ceux qui se grattent la tête en se demandant comment les marchés pourraient maintenir leur course effrénée, voici un indice : une montagne de liquidités de près de 6000 milliards de dollars attend patiemment sur la touche.

Ce magot de 6000 milliards de dollars pourrait être le carburant pour propulser les actions américaines vers de nouveaux sommets, alors que la Fed change de cap. La hausse des rendements a attiré les liquidités vers les marchés monétaires et autres instruments à court terme, comme des mouches sur un pot de miel, alors que de nombreux investisseurs ont choisi de se réfugier dans ces véhicules ultra-sûrs en attendant de voir comment la Fed allait gérer l'inflation galopante. Le total des actifs des fonds monétaires a atteint un record de 5900 milliards de dollars le 6 décembre, selon les données de l'Investment Company Institute. Le revirement un peu inattendu de la Fed mercredi pourrait avoir chamboulé cette stratégie : si les coûts d'emprunt diminuent en 2024, les rendements baisseront probablement en même temps. Cela pourrait inciter certains investisseurs à sortir de leur cachette et à investir dans des actions et d'autres placements plus risqués, tandis que d'autres pourraient se précipiter pour verrouiller les rendements des obligations à plus long terme.

Avantage aux actions

Historiquement, les liquidités ont rapporté en moyenne 4,5% au cours de l'année qui a suivi la dernière hausse de taux d'un cycle par la Fed, tandis que les actions américaines ont bondi de 24,3% et la dette de qualité de 13,6%, selon les données de BlackRock qui remontent jusqu'à 1995. "Nous recevons des appels [...] de clients qui ont un tas d'argent liquide et qui se rendent compte qu'ils doivent en faire quelque chose", a déclaré Charles Lemonides, gestionnaire de portefeuille du fonds spéculatif ValueWorks LLC. "C'est le début d'un cycle qui va commencer à s'alimenter de lui-même." Les mouvements récents des marchés suggèrent que la ruée pour recalibrer les portefeuilles a peut-être déjà commencé. Les rendements des obligations du Trésor à 10 ans, qui évoluent en sens inverse des prix des obligations, ont baissé

d'environ 24 points de base depuis la réunion de la Fed de mercredi, pour atteindre 3,9153%, leur niveau le plus bas depuis la fin du mois de juillet. Le S&P 500 a progressé de 1,6% depuis la décision de la Fed de mercredi et se situe à moins de 2% de son niveau record. L'indice est en hausse de près de 23% cette année. "Si vous pensez que la Fed a terminé son cycle de hausse, il est temps de sortir le grand jeu car l'opportunité est là", explique Flavio Carpenzano, directeur des investissements à revenu fixe chez Capital Group.

Des vases pas forcément communicants

Toutes les liquidités des fonds du marché monétaire ne sont pas forcément disponibles en tant que "poudre sèche" pour être investies dans des actions et des obligations. Une partie est détenue par des institutions qui en ont besoin à des fins de trésorerie, a précisé Peter Crane, président de Crane Data, qui suit l'évolution des fonds du marché monétaire. L'histoire montre également que la majeure partie des liquidités sur les marchés monétaires a tendance à rester en place même lorsque les taux baissent, a déclaré Adam Turnquist, stratège technique en chef pour LPL Financial. "Je pense que l'on pourrait commencer à voir des flux sortir des marchés monétaires et poursuivre ce rallye, mais je ne pense pas que nous verrons quelque chose de l'ordre de mille milliards de dollars ou des flux massifs que certaines personnes pourraient attendre", ajoute Turnquist. Une poche moins importante qu'avant, mais un marché qui évolue sans filet de sécurité. Bien que les actifs du marché monétaire aient atteint un niveau record, leur taille par rapport à l'indice S&P 500 est inférieure à ce qu'elle était lors des pics précédents. Le total des actifs des fonds monétaires en pourcentage de la capitalisation boursière s'élève à environ 15,5%, ce qui correspond à la médiane à long terme et est bien inférieur au record de 64% atteint en 2009 à la suite de la crise financière mondiale. Pour l'instant, cependant, l'appétit des investis-

seurs pour le risque est facile à déceler. Sur le marché des options, par exemple, les traders refusent de se protéger contre une chute à court terme des actions, même si le prix de ces couvertures est attrayant d'un point de vue historique. L'indice de volatilité Cboe, le fameux VIX, qui reflète la demande d'assurance contre les fluctuations du marché, est tombé ce mois-ci à des niveaux historiquement bas. "Personne n'est intéressé par l'achat d'une assurance", a déclaré Chris Murphy, co-responsable de la stratégie des produits dérivés chez Susquehanna Financial Group, en faisant remarquer que le faible niveau de positionnement défensif rend le marché vulnérable à un retournement brutal

dans le cas d'un choc négatif imprévu. En effet, le net rebond des actions depuis leurs plus bas niveaux d'octobre a fait craindre à certains investisseurs que les marchés ne se soient envolés trop rapidement. "Il y a suffisamment d'argent sur le marché pour qu'il n'en faille pas beaucoup pour faire évoluer les marchés à la hausse", a déclaré Jason Draho, responsable de l'allocation d'actifs pour les Amériques chez UBS Global Wealth Management. Toutefois, les gains rapides enregistrés au cours des six dernières semaines, tant pour les actions que pour les titres, "nous rendent quelque peu inquiets quant à la marge de progression des marchés dans leur ensemble", a-t-il ajouté.

COTATION COMMERCIALE D'OUVERTURE DU DINAR ALGERIEN

Cours du : 14 Décembre 2023					
Valeur : 18 Décembre 2023					
BASE	DEVISES			COURS ACHAT	COURS VENTE
1	USD	US DOLLAR		134.3512	134.3662
1	EUR	EURO		146.2413	146.3114
1	GBP	POUND STERLING		169.5283	169.5687
100	JPY	JAPANESE YEN		94.6002	94.6174
1	CNY	CHINESE YUAN		18.8201	18.8233
1	CHF	SWISS FRANC		154.1786	154.2666
1	CAD	CANADIAN DOLLAR		99.6745	99.7226
1	DKK	DANISH KRONE		19.6153	19.6195
1	SEK	SWEDISH KRONA		13.0486	13.0529
1	NOK	NORWEGIAN KRONE		12.4907	12.4945
1	AED	UAE DIRHAM		36.5810	36.5871
1	SAR	SAUDI RIYAL		35.8136	35.8195
1	KWD	KUWAITI DINAR		436.4886	436.6792
1	TND	TUNISIAN DINAR		42.7771	43.2070
1	MAD	MOROCCAN DIRHAM		13.1811	13.1826
1	LYD	LIBYAN DINAR		27.9084	28.0520
1	MRU	MAURITANIAN OUGUIYA		3.5374	3.5378
1	SDR	SPEC. DRA. RIGHTS		178.3982	178.3982

POINT MARCHÉS

Wall Street termine mitigée après des doutes sur une baisse rapide des taux

La Bourse de New York a fini en ordre dispersé vendredi et le dollar a rebondi, les investisseurs reprenant leur souffle à la fin d'une semaine chargée en décisions de politique monétaire et en données économiques cruciales. L'indice Dow Jones a gagné 0,15%, ou 56,81 points, à 37.305,16 points. Le Standard & Poor's 500, plus large, a perdu 0,36 points, soit 0,01% à 4.719,19 points. Le Nasdaq Composite a avancé de son côté de 52,36 points (0,35%) à 14.813,92. L'euphorie suscitée la Réserve fédérale américaine, qui a indiqué mercredi que sa politique monétaire s'assouplirait plus rapidement qu'anticipé en 2024, a été quelque peu atténuée après que le président de la Réserve fédérale de New York, John Williams, a tempéré la perspective d'une réduction imminente des taux d'intérêt. Les trois principaux indices boursiers américains ont oscillé pendant la majeure partie de la séance mais ils enregistrent leur septième hausse hebdomadaire consécutive. Il s'agit ainsi de la plus longue série de gains hebdomadaires du S&P 500 depuis septembre 2017, et du Dow depuis fin 2018-début 2019. Par ailleurs, les données économiques publiées vendredi ont fait état d'une reprise de l'activité commerciale aux États-Unis, mais ont également montré que le secteur manufacturier continuait à éprouver des difficultés. Le dollar a rebondi face à un panier de devises de référence mais l'indice a enregistré sa plus forte baisse hebdomadaire en un mois après le virage de la Fed. En revanche, les homologues européens de la

Fed ont maintenu une position plus ferme, qui a dopé l'euro et la livre jeudi. Le dollar a prix 0,63% face à un panier de devises, tandis que l'euro reculait de 0,90% à 1,0892 dollar. Aux valeurs, Costco Wholesale a gagné 2,85% après avoir publié un chiffre d'affaires trimestriel supérieur au consensus.

BOURSE

Le CAC 40 clôture au plus haut de son histoire

L'indice phare de la Bourse de Paris a terminé la séance de vendredi à 7.596 points. La Bourse de Paris termine la semaine en beauté. Pour la première fois de son histoire, son indice phare, le CAC 40 a clôturé à 7 596,91 points(+0,28%). Le précédent record datait d'avril 2023 (7577 points). Les nouvelles économiques du jour n'étaient pourtant pas très réjouissantes. En zone euro, le recul de l'activité du secteur privé s'est encore accéléré en décembre, plombé en particulier par la France, selon l'indice PMI Flash publié vendredi par S&P Global. «Les dernières données dressent un tableau décourageant

de l'économie de la zone euro, le secteur privé ne montrant aucun signe de reprise en décembre», que ce soit dans les services ou la production manufacturière, avance Cyrus de la Rubia, chef économiste à Hamburg Commercial Bank, cité dans un communiqué de S&P Global. «Le marché semble insensible aux mauvaises données économiques, se concentrant uniquement sur les baisses de taux potentielles qu'elles impliquent. Ce genre de complaisance et d'aveuglement ne durera pas éternellement», estime Christophe Boucher, directeur des investissements chez ABN Amro IS. De

fait l'affaiblissement de l'économie n'est pas sans déplaire aux investisseurs, qui espèrent que le risque accru de récession en Europe pousse la banque centrale européenne (BCE) à adoucir sa politique. Jeudi, Christine Lagarde, la présidente de la BCE a cependant indiqué que le conseil des gouverneurs n'avait pas «du tout» discuté de baisses des taux, contrairement aux responsables de la Réserve fédérale américaine (Fed) mercredi. Dopé depuis deux mois par des perspectives de baisse des taux l'an prochain, le CAC gagne 17,35% depuis le 1er janvier.

POUR FAIRE FACE AUX RISQUES DE CATASTROPHE

La Norvège accorde un financement de 6,5 millions de dollars à la BAD

La Norvège devient le cinquième pays donateur du Fonds fiduciaire multidonateurs du Programme de financement des risques de catastrophe en Afrique

La Norvège a annoncé un financement de 70 millions de couronnes norvégiennes (6,5 millions de dollars américains) en faveur d'un programme du Groupe de la Banque africaine de développement visant à renforcer la résilience et la réactivité de l'Afrique face aux chocs climatiques. Avec cet engagement, la Norvège devient le cinquième pays à rejoindre le Fonds fiduciaire multidonateurs du Programme de financement des risques de catastrophe en Afrique (ADRFi) du Groupe de la Banque. Ce fonds renforce la couverture d'assurance souveraine contre la sécheresse afin d'atténuer les effets négatifs des phénomènes extrêmes liés au climat en Afrique, tels que les cyclones, les inondations et la sécheresse. Cet engagement de financement sur trois ans a été annoncé en marge de la Conférence des Na-

tions unies sur les changements climatiques (COP 28), à Dubaï, où se sont rencontrés des représentants de la Banque africaine de développement et de l'Agence norvégienne de coopération au développement. « La Norvège est fière de devenir un nouveau donateur du Programme de financement des risques de catastrophe en Afrique et de fournir un financement supplémentaire pour réduire le risque de catastrophes liées au climat et rendre les solutions d'assurance paramétrique plus accessibles à une plus grande variété de parties prenantes sur le continent africain », a déclaré la ministre norvégienne du Développement international, Anne Beathe Tvinning. Elle a ajouté que le changement climatique a perturbé la vie quotidienne de nombreux Africains. Renforcer la résilience et la capacité de réaction des pays aux chocs

climatiques en réagissant aux signaux d'alerte précoce, « permet d'atténuer certains effets dévastateurs avant qu'ils ne se produisent — en sécurisant les vies, les moyens de subsistance et les économies. » « Un nombre croissant de membres de la communauté internationale se rendent compte que cette solution pilotée par l'Afrique pour relever les défis liés au changement climatique est efficace et importante. Le soutien de la Norvège au Fonds fiduciaire multidonateurs ADRFi aidera à protéger des millions de personnes parmi les plus vulnérables du continent face aux risques climatiques, et à renforcer la capacité des pays africains à être plus résilients face au changement climatique », a déclaré Beth Dunford, vice-présidente du Groupe de la Banque africaine de développement chargée de l'Agriculture et du Développement humain et social.

Les autres pays donateurs du Fonds fiduciaire multidonateurs ADRFi sont : le Royaume-Uni, la Suisse, les États-Unis et le Canada. Dans le cadre du Programme de financement des risques de catastrophe en Afrique et en collaboration avec l'African Risk Capacity Group, la Banque est à l'avant-garde de la promotion d'instruments proactifs de gestion des risques climatiques en Afrique. La Banque a investi plus de 100 millions de dollars et aidé 15 pays africains à accéder à une couverture d'assurance souveraine et à une protection financière contre les risques climatiques. Depuis son lancement en 2018, le programme ADRFi a fourni une protection financière contre les sécheresses graves et les cyclones tropicaux à plus de cinq millions de personnes, contribuant ainsi de manière significative à renforcer la résilience des communautés vulnérables.

BAISSE DES TAUX

Les responsables de la Fed repoussent les discussions au début de 2024

Deux responsables de la Réserve fédérale ont repoussé les attentes croissantes des marchés financiers selon lesquelles la banque centrale réduirait ses taux d'intérêt dès mars. Le président de la Fed de New York, John Williams, a déclaré sur CNBC qu'il était trop tôt pour que les responsables commencent à réfléchir à une réduction des coûts d'emprunt alors qu'ils se demandent si la politique est suffisam-

ment restrictive pour ramener l'inflation à 2 %.

La Grande-Bretagne impose des sanctions à la Novikombank russe

La Grande-Bretagne a ajouté vendredi la banque russe Novikombank à son régime de sanctions contre la Russie. Selon la liste des sanctions du gouvernement, ce dernier a imposé une « interdiction des relations bancaires

correspondantes et du traitement des paiements » à la banque russe Novikombank. La banque est également soumise à un gel des avoirs. La Grande-Bretagne a déclaré que Novikombank était « impliquée dans l'obtention d'un avantage ou dans le soutien du gouvernement russe ». Novikombank a déclaré que les sanctions n'affecteraient en rien ses opérations.

USINE DE FABRICATION MODERNA

La FDA américaine constate des défaillances dans les contrôles

Les régulateurs américains des médicaments ont constaté en septembre des défaillances dans le contrôle de qualité dans l'usine principale de Moderna (MRNA.O), notamment dans l'équipement utilisé pour fabriquer des substances médicamenteuses pour son vaccin COVID-19, selon le rapport obtenu par Reuters via une demande du Freedom of Information Act. L'inspection du 11 au 21 septembre dernier par La Food and Drug Administration a eu lieu dans les installations de Moderna à Norwood, dans le Massachusetts, qui sont utilisées pour fabriquer le vaccin COVID de la société Spikevax et un vaccin expérimental contre le cancer à ARNm en cours de développement avec Merck & Co (MRK.N). Le rapport de la FDA a noté cinq observations distinctes, notamment le fait que Moderna avait libéré huit lots de « substance médicamenteuse



» – l'ingrédient actif utilisé pour fabriquer les vaccins à ARNm – qui avait été produite avec un équipement qui avait échoué aux tests de vérification de nettoyage de l'entreprise. La FDA n'a pas précisé dans le rapport si ces lots avaient été rendus publics, mais a identifié la substance médicamenteuse impliquée comme étant destinée au vaccin COVID. Moderna a déclaré dans un communiqué : « Dès réception

des conclusions de la FDA, Moderna a immédiatement et complètement mis à jour les procédures spécifiques identifiées et est convaincue que les mesures prises seront satisfaisantes pour les régulateurs. » La société a décrit l'inspection comme étant de routine et a déclaré que les résultats ne reflètent aucun problème de qualité ou de sécurité des produits, ajoutant que ses vaccins contre le COVID-19

sont sûrs et efficaces. Il indique que tous les produits commercialisés par la société ont été testés et répondent aux spécifications du produit et aux exigences réglementaires internationales. Steven Lynn, ancien chef du Bureau de la fabrication et de la qualité des produits de la FDA et aujourd'hui consultant en conformité réglementaire, a déclaré que l'utilisation de la substance médicamenteuse en question était une question sérieuse. La FDA a également constaté dans son rapport que Moderna n'avait pas pris les mesures appropriées dans ses installations pour garantir que les matériaux périmés ne soient pas utilisés pour fabriquer des vaccins et que les contaminants en suspension dans l'air ne soient intégrés à aucun produit.

POUR LA VENTE DU TERMINAL GNL EN ITALIE Exxon Mobil met fin aux négociations avec BlackRock

Le gestionnaire d'actifs BlackRock Inc (BLK.N) s'est retiré des négociations visant à acquérir la participation majoritaire d'Exxon Mobil Corp (XOM.N) dans le principal terminal d'importation de gaz naturel liquéfié (GNL) d'Italie. Le négociant mondial d'énergie Vitol SA fait partie des soumissionnaires encore en lice pour le terminal GNL de l'Adriatique, ont déclaré deux sources. L'Italie devrait augmenter ses importations de GNL pour remplacer le gaz russe. La fin des négociations avec BlackRock a été annoncée pour la première fois par la publication italienne Sole 24. Exxon Mobil et BlackRock ont refusé de commenter. Exxon a annoncé en octobre avoir choisi BlackRock pour des négociations exclusives. La société de gestion d'investissement n'est pas parvenue à un accord et Exxon a transféré les négociations au deuxième plus offrant, ont indiqué les sources. En mars, Exxon avait annoncé qu'elle envisageait de vendre sa participation de 70,68 % dans le terminal offshore dans le cadre de sa stratégie de cession d'actifs non essentiels. Une filiale de QatarEnergy (22 %) et de l'opérateur de réseau gazier italien Snam (7,3 %) détient les participations restantes dans le terminal, situé à environ 15 km du terminal au littoral de la Vénétie. Au moins quatre groupes internationaux étaient en lice pour l'accord, l'ensemble du terminal de regazéification étant estimé à environ 800 millions d'euros (881 millions de dollars), avait précédemment rapporté Reuters.

CHEZ RENAULT

La voiture électrique moins chère qu'un abonnement Internet

Après Citroën, Renault a rapidement dégainé son offre de leasing social sur l'ensemble de sa gamme de véhicules électriques. La Twingo E-Tech, qui prendra bientôt sa retraite, est disponible à un prix imbattable.

Décidément, le contrat "Mon leasing électrique" a fait réagir les constructeurs français, qui étaient déjà dans le coup puisqu'à peine l'officialisation de la liste des véhicules éligibles hier par le ministère des Finances français, Renault et Stellantis lançaient déjà leurs offres respectives sur des véhicules électriques à faible loyer. Nous évoquons d'ailleurs le cas de Citroën qui frappe fort avec une e-C3 à 54 €/mois dans l'offre la plus accessible, et Renault va encore plus loin avec une future retraitée qui brade ses services à l'occasion du leasing social.

La Renault Twingo au prix d'un forfait Internet

Pour l'heure, Renault ne communique pas sur les prix du Kangoo E-Tech qui serait susceptible de rentrer dans ce dispositif. Deux modèles seulement sont proposés par le loup, qui fait le grand écart : Twingo E-Tech et Mégane E-Tech. La première est évidemment bien moins chère que la seconde et cela s'en ressent sur les loyers. La Twingo est disponible à partir de 40 €/mois, entretien, assistance 24/24 et garantie inclus. Même constitution du contrat pour la Mégane qui est évidemment bien plus onéreuse puisque le loyer s'élève à 150 €/mois pour une version EV40 Equilibre, l'entrée de gamme de la compacte française. Rappelons que le décret, publié ce matin au Journal

Officiel, fixe à 150 €/mois la limite pour les offres de leasing social qui permettront aux Français les plus modestes d'accéder au véhicule électrique sans devoir payer un premier apport souvent conséquent. Il y aura donc probablement match entre la Citroën e-C3 et la Renault Twingo E-Tech qui seront accessibles à des tarifs imbattables en location. Il ne devrait plus y avoir de surprise dans les semaines à venir puisque la liste des modèles éligibles au leasing social est déjà à peu près connue. Et les moins chères de cette liste sont bien les E-C3 et Twingo....

Un calcul "usine à gaz"

L'Etat prend en effet en charge une aide à hauteur de 13 000 €... ou moins. Le calcul est en effet très complexe : l'aide maximale du gouvernement sera le plus petit montant entre 13 000 € auquel on retranche le bonus qui vous est dû (dans la limite de 27 % du prix du véhicule...), ou bien la somme de 8000 € (A) et des 16 % du coût d'achat ou de location TTC du véhicule (B), auxquels il faut retirer le montant du bonus (C), toujours dans la limite de 27 % du prix du véhicule. Le bonus qui devrait être de 5000 € maximum pour les particuliers (7000 pour les foyers modestes, qui seront les demandeurs de leasing social) et de 3000 € pour les entreprises. Le plus petit résultat entre A+B-C ou bien 13 000 € - votre bonus sera donc la somme qui sera prise en compte dans l'aide de l'Etat.



Ouf, on respire ! Autre information qui est à prendre en compte, et pas des moindres : l'Etat aidera également dans le cadre d'une location de véhicule d'occasion. Le leasing social pourrait donc aussi concerner les VO ! En effet, on peut lire : "pour les véhicules ayant

fait précédemment l'objet d'une première immatriculation en France ou à l'étranger, le montant de l'aide prévue au I du présent article est fixé à 5 000 euros, dans la limite de 16 % du coût d'achat au comptant du véhicule loué toutes taxes comprises, augmenté le cas échéant du coût de la

batterie si celle-ci est prise en location." Il reste maintenant à savoir combien tout cela coûtera à l'Etat, qui communiquera probablement dans le courant de l'année prochaine sur le nombre de dossiers de leasing social validés.

SOUS LES 40 000€ COMME PROMIS PAR LE PATRON DU GROUPE

LE PRIX BELGE DU NOUVEAU RENAULT SCÉNIC E-TECH

Le prix belge du nouveau Scénic E-Tech électrique laisse augurer d'un tarif français sous les 40 000€ comme promis par le patron du groupe. On ne connaît toujours pas le prix français du nouveau Renault Scénic E-Tech électrique, pas plus que celui de son concurrent de chez Peugeot le E-3008. Mais comme pour d'autres modèles récents, regarder ce qu'il se passe sur des marchés voisins de la France donnent de bonnes indications à ce sujet.

Chez les Belges, par exemple, le nouveau SUV familial compact a déjà dévoilé la grille de ses tarifs. Il démarre à 39 950€ en finition « Evolution », comprenant un niveau d'équipement de série déjà correct avec des jantes de 19 pouces, le système OpenR Link (mais avec un écran tactile de seulement 9 pouces et sans les services connectés de Google), une pompe à chaleur, une caméra de recul ou encore le régulateur de vitesse adaptatif avec maintien dans la voie (qui va de toute façon devenir obligatoire sur les voitures neuves).

Ce prix est conforme à la promesse d'avoir le Scénic sous les 40 000€ en prix de base faite par Luca de Meo il y a quelques semaines, surtout que la TVA est de 21% en Belgique contre 20% chez nous. Potentiellement, il pourrait donc être encore moins cher chez nous. Attention cependant car il coûte plus cher au Royaume-Uni, où le Scenic E-Tech démarre à 40 995 livres sterling soit 47 749€. Mais ce tarif correspond à la finition Techno mieux équipée avec notamment l'écran tactile central de 12,3 pouces aux services connectés Google et surtout, les grosses batteries optionnelles de 87 kWh. En Belgique, elle est affichée à partir de 42 650€ avec les batteries de 60 kWh.

Très légèrement sous les 40 000€ en France ?

Notons que la Mégane E-Tech est beaucoup moins chère en Belgique qu'en France (37 350€ chez les Belges, 38 000€ chez nous mais avec les batteries plus petites de 40 kWh) malgré la TVA moins importante chez nous. Il y a 2 610€ d'écart en Belgique entre la Mégane d'entrée de gamme et le Scénic d'entrée de gamme, ce qui correspondrait donc à un prix de 40 610€ si cet écart se retrouvait en France. Mais on imagine que c'est plutôt le prix de la Mégane E-Tech qui va baisser en France, de façon à laisser le Scenic sous les 40 000€ comme promis. Allez, vivement qu'on ait ces prix français du SUV élu par les lecteurs de Caradisiac comme la meilleure nouveauté de l'année 2024 !

A CAUSE DE NORMES DE SÉCURITÉ

Porsche dans une impasse avec le Macan ?

Porsche va arrêter plus tôt que prévu la production de l'actuel Macan, alors que le nouveau modèle électrique arrivera à peine en 2024. Une situation temporaire, mais difficile à gérer pour la marque allemande ? Porsche prépare l'arrivée d'un second modèle électrique à son catalogue. Après la gamme Taycan, ce sera au tour du Macan EV de prendre le relais auprès des électromobilistes en quête de haut de gamme. Un segment qui sera de plus en plus concurrentiel dans les années à venir mais qui reste pour l'heure assez creux. Le Lotus Eletre est plus cher est bien plus élitiste, les Tesla Model Y et X ne boxent pas dans la même catégorie et le Mercedes EQE SUV est un peu trop sage en face du Macan qui a donc une carte à jouer.

Porsche avait toutefois annoncé que la version électrique serait vendue en parallèle du modèle actuel qui réalise encore des cartons de ventes. Il est en effet le best-seller de Porsche au niveau européen et mondial. Ceci explique pourquoi Porsche ne peut pas se priver trop tôt du Macan thermique. Sauf que les normes en ont décidé autrement.



Le nouveau Porsche Macan respecte évidemment la norme

Le timing sera crucial en 2024 pour Porsche qui fait face, comme d'autres marques du groupe Volkswagen (Transporter T6.1, Audi TT et R8), à un défi : une nouvelle norme de l'ONU (CEE-ONU 155) qui impose une traçabilité complète du développement logiciel d'un véhicule et de nouveaux standards de cybersécurité. Standards que ne peut respecter l'actuel Macan qui repose sur une plateforme logicielle trop ancienne pour être mise à jour. Selon nos confrères allemands, le Macan représenterait une vente sur quatre en Europe pour Porsche. Colossal. Se priver de cet élément

serait donc délicat pour le constructeur qui n'aura d'autre choix que d'effectuer la transition au mieux l'an prochain. Le Macan thermique devra en effet tirer sa révérence en juillet 2024, alors que nous n'avons toujours pas de confirmation de date pour le Macan électrique. Heureusement pour Porsche, cette norme ne concerne pour l'instant que l'Europe, ce qui permettra à la marque de continuer à vendre le Macan thermique hors UE. Et puis, Porsche aurait prévu le coup en allouant plus de Macan à l'Europe en début d'année prochaine pour compenser l'éventuelle chute des ventes par la suite. Car rien ne dit que le Macan électrique se vendra autant que la version dotée d'un moteur à combustion.

SE PRÉPARANT À LA FIN DU MONDE

Mark Zuckerberg faisant construire un méga bunker à Hawaï

Sur l'île de Kauai, à Hawaï, Mark Zuckerberg fait construire un gigantesque complexe souterrain, un bunker, dont le coût avoisinerait déjà les 300 millions de dollars, qui l'aiderait à se protéger en cas de fin du monde.

Fondateur et PDG du géant Meta, propriétaire de Facebook, WhatsApp, Instagram et maintenant Threads, Mark Zuckerberg est en train de préparer l'avenir, au sens apocalyptique du terme. Dans le plus grand secret, et à coups de « NDA » (Non Disclosure Agreement), d'accords de non divulgation, le milliardaire américain fait construire un complexe de plus de 160 hectares, comprenant un abri souterrain, des manoirs, des cabanes dans les arbres et même des piscines, sous la forme d'un bunker à 300 millions de dollars, qui sera auto suffisant. Problème, le gigantesque emplacement soulève des questions quant à l'impact humain et écologique sur la communauté locale, représentée par des descendants des autochtones hawaïens, et alimente des spéculations quant à ses véritables intentions.

Les contours du projet de forteresse géante de Zuckerberg dévoilés

Derrière un mur massif de deux mètres de haut, un lieu impénétrable et une aura de mystère. Le projet de Mark Zuckerberg à Kauai reste une énigme : de nombreux ouvriers sous accord de non divulgation refusent de dévoiler des détails et sont même licenciés s'ils sont ne serait-ce que soupçonnés de l'avoir fait. Le tout crée une atmosphère de « club de combat » (en référence au film Fight Club, que vous avez peut-être vu), où tout est gardé sous silence. Car le « Zuck » ne fait pas que du surf à Hawaï.

Pour ce gigantesque lieu, des rumeurs locales évoquent la construction d'une ville souterraine post-apocalyptique. L'île de Kauai, avec ses 73 000 habitants, a ces dernières années été marquée par la construction de maisons de luxe destinées aux nouveaux arrivants, basculant d'une économie traditionnelle basée sur le tourisme à une cannibalisation de nouveaux locataires riches, qui inquiètent quant à la préservation de ce qui fait l'histoire du lieu. Nos confrères de Wired ont tout de même réussi à obtenir des plans détaillés, qui révèlent la grandeur du complexe. Sur un terrain de 160 hectares, on retrouvera des manoirs ; un réseau de 11 cabanes dans les arbres en forme de disque, toutes reliées par des ponts ; une salle de sport ; des piscines ; un court de tennis ; une salle de conférence ; une cuisine de taille industrielle et surtout, un abri souterrain de 1 500 m².

Un complexe ultra sécurisé doté d'un bunker

Le grand bunker est, lui, prévu pour être accessible depuis deux grandes bâtisses extérieures, débouchant en sous-sol sur un grand espace de vie avec tout le confort nécessaire pour pouvoir survivre à plusieurs, de manière autosuffisante. Le complexe disposera par exemple de son propre réservoir d'eau, de 17 mètres de diamètre et 5 mètres de haut. Un dispositif de sécurité quasi militaire est déjà installé et bien actif. Sur



un seul petit bâtiment d'exploitation de ranch par exemple, on retrouve pas moins de 20 caméras, qui scrutent tous les faits et gestes de ceux qui s'en approchent. Car l'hypothétique anticipation de la fin des temps doit se préparer dans le plus grand secret. On ajoutera tout de même que le fondateur de Facebook a déjà organisé deux événements d'entreprise sur ce complexe, en partie habitable.

Une construction qui ne fait pas que des heureux, et qui a même connu la mort

Et cette culture du secret propre à Mark Zuckerberg et au lieu bâti peut justement déboucher sur certaines dérives. Certains travailleurs licenciés

pour avoir partagé des informations sur le projet, ont pesté contre l'application stricte de la clause de non divulgation, mais ce n'est pas tout ! Les accidents de travail se multiplient, et le site a même connu la mort, avec le décès d'un agent de sécurité alors septuagénaire, Rodney Medeiros. Le pauvre homme a eu une crise cardiaque en devant emprunter un sentier escarpé, alors qu'un véhicule était censé le récupérer. La gestion du flux d'informations et les efforts, colossaux, pour étouffer la critique inquiètent. Les voisins se plaignent en parallèle du changement de leur quartier, du trafic accru et des nuisances sonores, outre un potentiel risque écologique. Le manque de transparence et d'engagement public

demeure également et suscite la frustration. Mark Zuckerberg, qui manœuvre juridiquement depuis des années autour de ce projet, est au cœur de la controverse et des accusations de colonisation de l'île. Face aux critiques, Zuckerberg tente de s'intégrer à la communauté en multipliant les dons, pour être fidèle à sa casquette de philanthrope. Mais les relations politiques avec le maire et les accusations de manipulation juridique lors de l'acquisition des terres soulèvent des doutes quant à ses véritables intentions. Le projet secret de Mark Zuckerberg à Hawaï n'a pas fini de mêler mystère, controverse et spéculation de sitôt.

FACE À L'UNION EUROPÉENNE

Amazon remporte une grosse bataille fiscale

Un jugement rendu par la Cour de justice européenne va permettre à Amazon de ne pas payer plusieurs centaines de millions d'euros réclamés par Bruxelles. Amazon continue à obtenir des victoires et des accords avec l'Union Européenne. Il y a un an, la firme fondée par Jeff Bezos avait réussi à obtenir deux accords qui avaient mis fin à des enquêtes lancées par la Commission européenne. Et cette semaine, c'est l'autorité judiciaire du Vieux Continent qui statue en sa faveur, ce qui va lui permettre d'économiser une somme assez colossale !

Une victoire à 250 millions d'euros

Voilà qui va faire plaisir à l'entreprise américaine, 10 jours avant Noël. La Cour de justice européenne vient en effet de débouter la Commission européenne, qui demandait à Amazon de rembourser une somme extrêmement conséquente de 250 millions d'avantages fiscaux, qu'elle considérait comme « indue. » « La Cour de justice confirme que la Commission (européenne) n'a pas établi que le ruling fiscal accordé à Amazon par le Luxembourg constituait une aide d'État incompatible avec le marché intérieur (de l'UE) » a-t-il été expliqué dans un communiqué.

Un dossier vieux de 20 ans

Le dossier en question remonte à loin. Amazon avait en effet obtenu en 2003 un accord fiscal du Luxembourg, accord prolongé en 2011, qui offrait des avantages fiscaux au groupe américain, dont le siège social européen est installé sur le territoire Grand-Duché. Cet accord avait fait l'objet d'une enquête de trois ans de la Commission européenne, qui avait finalement demandé en 2017 un remboursement de 250 millions d'euros d'avantages fiscaux. Pour Bruxelles, l'accord était illégal, et permettait à Amazon de ne pas payer d'impôt sur les trois quarts des bénéfices réalisés dans l'Union européenne. Amazon a de son côté évidemment salué la décision du tribunal. « Nous nous félicitons de l'arrêt de la Cour, qui confirme qu'Amazon a respecté toutes les lois applicables et n'a bénéficié d'aucun traitement de faveur » a ainsi indiqué un porte-parole d'Amazon.

AVEC SES XEON GEN5

Intel lance l'ère de l'AI Computing

Accélérer les opérations IA hybrides dans les serveurs (en local et dans le cloud), telle est la feuille de route d'Intel pour l'année 2024 avec ses puces Xeon Gen5. Avec ses puces pour serveurs (Xeon Gen5 Emerald Rapids) dopées à l'IA (avec des accélérateurs dédiés), Intel s'affiche comme un acteur incontournable dans la révolution IA qui se profile. Et sur les serveurs avec ses Xeon de cinquième génération intégrant des Accelerator Engines (à la fois des circuits et des instructions dédiées), bientôt épaulés par l'accélérateur Gaudi 3 (attendu en 2024). Ce dernier a été spécialement conçu pour doper les traitements IA (entraînement et inférence) et concurrencer les GPU de Nvidia et AMD. Dans la course à l'IA, on peut en effet citer trois principaux acteurs : Nvidia et ses accélérateurs H100 très utilisés chez des acteurs comme OpenAI avec ChatGPT, AMD qui entend rattraper son retard sur le premier avec ses GPU MI300 (attendu en 2024), et enfin Intel qui bataille depuis plusieurs années sur le front du HPC pour contrer la progression des GPU dans les clusters de calcul intensif. Ces trois fournisseurs historiques sont toutefois challengés par des acteurs spécialisés comme Cerebras, SambaNova, Groq, et même le Cloud TPU v5p de Google. « L'innovation en matière d'IA est sur le point d'augmenter l'impact de l'économie numérique jusqu'à un tiers du produit intérieur brut mondial », a expliqué Pat Gelsinger, le CEO d'Intel lors d'un point presse organisé à New York, le 14 décembre dernier. « Intel développe des technologies et des solutions qui permettent aux clients



d'intégrer de manière transparente et efficace l'IA dans toutes leurs applications, que ce soit dans le cloud ou, de plus en plus, localement à la périphérie, là où les données sont générées et utilisées. » Avec ses puces Xeon Emerald Rapids de 5e génération, le fondeur se positionne sur le marché du calcul hybride avec des capacités de traitement en local (edge ou datacenter) ou déporté (dans le cloud). Selon le fondeur les Xeon Gen5 apportent une augmentation moyenne de 21 % des performances générales du serveur et permettaient des performances moyennes par watt supérieures de 36 %. « Les clients qui suivent un cycle de rafraîchissement typique de cinq ans et qui effectuent une mise à niveau à partir de générations encore plus anciennes peuvent réduire leur coût total de possession jusqu'à 77 % », a expliqué Intel.

AMD mise sur ses GPU et FPGA pour l'IA

Le fondeur a souligné que le Xeon est le seul processeur pour serveur doté d'une accéléra-

tion IA intégrée capable de fournir une inférence et un réglage jusqu'à 42 % plus élevés sur des modèles pouvant atteindre 20 milliards de paramètres. « Les accélérateurs IA intégrés de Xeon, associés à des logiciels optimisés et à des capacités de télémétrie améliorées, offrent des déploiements plus faciles à gérer et plus efficaces de charges de travail de réseau et de périphérie exigeantes pour les fournisseurs de services de communication, les réseaux de diffusion de contenu et de vastes marchés verticaux, notamment la vente au détail, la santé et l'industrie manufacturière. » Si AMD a commencé à intégrer des NPU – Hawk Point - dans ses puces Ryzen 8040, les processeurs Epyc pour serveur multiplient simplement le nombre de coeurs (jusqu'à 192) et font appel aux GPU Instinct et aux FPGA (Alveo V70 sur base Xilinx) pour accélérer les traitements IA. Lors de son point presse, Intel a mis en avant ses partenaires et clients avec notamment IBM, qui exploite des Xeon Gen5 pour sa plate-forme WatsonX. Bigblue a indiqué que, lors des tests, les puces Xeon de 5e génération ont atteint un débit de requêtes jusqu'à 2,7 fois supérieur sur sa plate-forme watsonx.data par rapport aux processeurs Xeon de génération précédente lors de ses tests. Enfin, Pat Gelsinger a également offert un aperçu de l'accélérateur d'IA Gaudi 3, dont la sortie est programmée l'année prochaine. Reposant sur les travaux de la start-ups HabanaLabs acquise en 2019, cet accélérateur est dédié à l'apprentissage en profondeur et les modèles d'IA générative à grande échelle. « Avec la demande croissante de solutions d'IA générative, Intel espère conquérir une plus grande part du marché des accélérateurs en 2024 avec sa suite d'accélérateurs d'IA pilotée par Gaudi », a déclaré le fondeur.

Mots fléchés

Peintre français		Palmier		Anonyme		Coléoptère		Gros lézard		Envoyé à la chambre	Gymnastique		Périodique
Célèbre cabaret		De la ville		Intelligence Service		Genre musical							
											Cité de légende		
											Ancien		
Aurochs					Article contracté			Juriste musulman					
Ville du Tam					Charpente			Dieu des vents					
				Moineaux								Guide d'équidés	
				Génisse									
Refuge						Particule				Dernière station	Carte gagnante		
Plante parasite						Croûte terrestre							
			Os à jouer								Drame japonais		
											Aber		
Étain			Protéger du feu	Nid d'aigle				Irlande du poète					
Renfort				Lac des Pyrénées									
		Petit détail					Petit vautour	Partisan					
		Outil de relieur						Département					
Oeuvre de Toulouse Lautrec									Époux				
Plaisir d'été									Soldat américain				
				Sans ombrage		Crié pour le lion					Coûteuse	Lac d'Italie	
Fabrique						Sanitaires							
Autre do													
		Sous sol			Ville du Japon				Avec les autres				Paysages
		Souverain ottoman			Article de Cordoue				Canaux				
Voie						Bois précieux		Élimées					
Voisin du pingouin								Eau glaciale					
							Métal de bijoutier			Souverain			
							Littoral			Parties des arènes			
					Nunuche							Avoir en main	
					Coloris								
Précieux													
Conifère	Os de loup							Entière					
	De même												
			Point rapide										
			Entre 3 et 4					Anneaux de cordage					
Très léger		Cintrer						Néant					Renforce le oui
		Patrie des rétais						Xénon					
						Figure de patinage					Idem		
Pronom personnel			Petit saint			Lac d'Ecosse					Dieu du soleil		

Les dépenses de la Caisse nationale de sécurité sociale des travailleurs salariés (Cnas) ont dépassé, jusqu'à octobre 2023, les 547 milliards de dinars, dont plus de 403 milliards d'assurances sociales. Lors de son audition, mercredi, devant la commission de la santé, des affaires sociales, du travail et de la formation professionnelle à l'Assemblée populaire nationale, le directeur général de la Cnas, Nadir Kouadria, a indiqué que la couverture des produits pharmaceutiques a coûté plus de 243 milliards de dinars. Il a signalé dans son intervention que la Caisse compte plus de 400.000 opérateurs économiques en activité, dont 64.961 ont fait l'objet d'un contrôle de la part des services de la Sécurité sociale.

CONSEIL SUPÉRIEUR DE LA JEUNESSE

Organisation d'une rencontre aujourd'hui sur l'emploi à Tizi-Ouzou

Le Conseil supérieur de la jeunesse (CSJ) organisera, dimanche et lundi à Tizi Ouzou, une rencontre sur "l'emploi et l'entrepreneuriat en Algérie: réalité et perspectives", avec la participation de plus de 300 jeunes algériens et étrangers, a indiqué vendredi un communiqué de cet organe. L'organisation de la rencontre, précise le communiqué, "s'inscrit en droite ligne avec les orientations de l'Etat visant à améliorer les dispositifs d'emploi en adéquation avec les exigences du marché et de chaque conjoncture, et dans le cadre du souci d'accompagner les jeunes, notamment les porteurs de projets, à travers les espaces d'échange d'expériences, afin d'assurer la réussite de différentes initiatives et idées créatrices de richesse, qui favorisent la contribution des jeunes au développement national". Cette rencontre constitue, aussi, "une occasion pour les propriétaires de start-up et de micro et moyennes entreprises, les porteurs d'idées et de projets innovants et les académiciens, ainsi que les différentes catégories de jeunes, d'oeuvrer selon des cadres méthodologiques et scientifiques à élargir la recherche et le débat autour de l'entrepreneuriat et à examiner les alternatives à même de contribuer à l'amélioration des indicateurs du marché d'emploi".

GHARDAIA

Production de 6.000 quintaux d'arachide cette saison

Une production estimée à 6.000 quintaux (qx) d'arachide a été réalisée dans la wilaya de Ghardaia, au terme de la campagne 2023, a-t-on appris samedi de la direction des services agricoles (DSA). La campagne de récolte d'arachide qui s'est achevée récemment, a ciblé une superficie globale de 352 hectares (HA) en irriguée, avec un rendement moyen de 15 qx à l'hectare, a indiqué à l'APS Khaled Djebrit, ingénieur agronome en chef et responsable des statistiques à la DSA. La production de cacahuètes a connu une « baisse sensible » comparativement aux années précédentes, imputable au manque d'eau avec des périodes de sécheresse accompagnées de vents de sable récurrents au terme de la campagne arachidière 2022/2023, a indiqué le même responsable.

CONSOLIDATION DES ACQUIS SOCIAUX

Des décisions inédites pour améliorer le cadre de vie du citoyen

L'Algérie a intensifié ses efforts en 2023 pour la consolidation des acquis sociaux en vue d'améliorer le cadre de vie du citoyen, dans le contexte d'une approche globale à même d'assurer un développement équilibré qui couvre l'ensemble du territoire national, confirmant ainsi le caractère social immuable de l'Etat, conformément aux principes de la Déclaration du 1er Novembre 1954. Œuvrant dans le sens de préserver le caractère social de l'Etat, l'Algérie accorde une attention particulière à ce volet, à travers notamment l'amélioration du pouvoir d'achat du citoyen et la consolidation des systèmes de sécurité sociale et de retraite, la revalorisation des salaires et l'instauration de la prime de chômage ainsi que d'autres mesures visant à garantir la gratuité de l'enseignement et des soins médicaux. Les efforts déployés par l'Etat pour ancrer le caractère social de l'Etat ont toujours été cités comme référence, dans la mesure où cela consolide le principe immuable consacré par la Proclamation du 1er Novembre 1954, laquelle a jeté les bases de la politique de la protection sociale qui repose sur le principe de la justice et de l'égalité des chances. En ce sens, le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, a initié un programme ambitieux pour renforcer les acquis sociaux, notamment en matière de satisfaction des besoins et des services de base des citoyens, tout en adoptant une approche basée sur l'amélioration de la qualité de ces services. Ces mesures interviennent pour faire face aux défis mondiaux auxquels se heurte la politique sociale de l'Etat, d'où la nécessité d'oeuvrer inlassablement à trouver les meilleures formules et pratiques à même d'améliorer les mécanismes de subvention et de promouvoir les moyens de protection sociale, notamment le volet destiné aux catégories vulnérables et démunies. Ainsi, les politiques publiques ont été orientées, ces dernières années, vers le soutien du pouvoir d'achat du citoyen à travers la valorisation des salaires au profit de plus de 2,8 millions de fonctionnaires et d'agents contractuels, le renforcement de la justice fiscale et la garantie de la couverture des besoins de base, notamment pour les catégories vulnérables. Il s'agit également du renforcement des différents programmes d'aide sociale, dont la valorisation des pensions destinées aux personnes aux besoins spécifiques et aux

personnes nécessiteuses, et l'amélioration de la performance du Fonds de pension alimentaire au profit des femmes divorcées ayant la garde des enfants.

Transferts sociaux : plus 18 % du budget de l'Etat

L'année 2023 a aussi vu l'élaboration de projets de révision des statuts particuliers des fonctionnaires des secteurs de la Santé, l'Education nationale et de l'Enseignement supérieur, de même que la revalorisation, en cours, du régime indemnitaire des fonctionnaires exerçant dans 23 wilayas du Sud. Dans ce sillage, le chef de l'Etat avait mis l'accent sur les efforts considérables consentis en matière de transferts sociaux qui ont représenté 18,45% du budget général de l'Etat au titre de l'exercice 2023 pour faire face aux défis induits par la hausse des prix des produits de base sur les marchés internationaux et éviter son impact sur le niveau de vie des citoyens. Les politiques relatives au développement humain ont été, en outre, évoquées par le président Tebboune qui a toujours rappelé l'intérêt particulier accordé au développement du secteur de l'Education et de l'Enseignement, dont la gratuité est consacrée par la Constitution, sans oublier les efforts déployés par l'Etat pour la promotion des services de l'Enseignement supérieur, de la Recherche scientifique et de la Formation professionnelle, notamment à travers le soutien apporté à l'innovation industrielle et technologique. A cela s'ajoute la politique d'adaptation aux exigences du marché de l'emploi et aux objectifs de la politique de développement économique global, de manière à oeuvrer inlassablement à l'amélioration de la situation socioprofessionnelle des personnels de ce secteur important, outre la revalorisation de la bourse universitaire au profit de plus de 1.300.000 étudiants. A cet égard, les dernières mesures prises en faveur des travailleurs et des catégories sociales défavorisées sont de nature à renforcer ces acquis. Il s'agit de la revalorisation des salaires et des pensions de retraite, l'institution d'une allocation chômage, auxquelles s'ajoutent d'autres mesures visant à stabiliser les prix des produits de large consommation. C'est ainsi que le Président de la République avait ordonné d'aligner la grille

des salaires d'abord sur le pouvoir d'achat, puis sur le soutien continu destiné aux catégories socialement vulnérables, en tenant compte de la valeur du travail et du développement de la production en tant que principales références pour la revalorisation des salaires. En janvier dernier, il avait ordonné de poursuivre la valorisation des salaires qui connaîtront de nouvelles hausses en 2024, selon les catégories, soit des augmentations au cours des années 2022, 2023 et 2024 qui devront atteindre 47%.

Réduction des impôts sur le revenu

Le chef de l'Etat avait déjà affirmé, en février dernier, que la décision de porter le taux d'augmentation des salaires à 47% à l'horizon 2024 et l'augmentation des pensions de retraites ainsi que la réduction des impôts sur le revenu, étaient des « décisions inédites et exceptionnelles » visant principalement l'amélioration du pouvoir d'achat du citoyen, rappelant à cet égard qu'aucune augmentation de salaire n'a été enregistrée en Algérie depuis près de 10 ou 15 ans. Il avait expliqué que l'augmentation progressive des salaires se répercutera indubitablement sur le niveau de vie du citoyen. Pour ce qui est de l'allocation de solidarité, elle a été portée, dans un premier temps, à 12.000 DA pour ceux qui percevaient 10.000 DA et à 7.000 DA pour ceux qui percevaient 3.000 DA, sachant que cette revalorisation touchera près d'un million de bénéficiaires. L'allocation chômage a été également revue à la hausse, passant de 13.000 DA à 15.000 DA, alors que le seuil minimum de la pension de retraite a augmenté à 15.000 DA pour ceux qui percevaient une pension inférieure à 10.000 DA et à 20.000 DA pour ceux qui percevaient une pension de 15.000 DA afin de l'harmoniser avec le seuil minimum des salaires qui a, lui aussi, augmenté de 18.000 DA à 20.000 DA depuis 2021. En somme, ces mesures qui illustrent sur le terrain les actions concrètes de l'Algérie nouvelle, ne font que consolider le caractère social de l'Etat qui se veut un principe immuable, inspiré de la Déclaration du 1er novembre 1954 et consolidé par la Constitution de novembre 2020.

Agence

Le prix de l'uranium au plus haut depuis près de 17 ans

Le prix de l'uranium a atteint vendredi son plus haut niveau depuis près de 17 ans, entraîné par une offre contrainte et par une demande qui s'accroît, sur fond d'intérêt renouvelé pour l'énergie nucléaire. Le

contrat de référence sur l'oxyde d'uranium, appelé U3O8 (du nom de sa formule chimique) et qui, une fois enrichi, sert de combustible nucléaire, est monté jusqu'à 85,75 dollars la livre (environ 450 grammes), une première depuis

janvier 2007. Cette escalade des cours est le résultat d'une conjonction de facteurs, notamment le rebond de la demande, lié à la transition énergétique, mais aussi aux craintes relatives à l'approvisionnement en pétrole

et en gaz consécutif à l'invasion de l'Ukraine par la Russie. France, Belgique, Royaume-Uni ou Roumanie ont récemment autorisé la prolongation de l'exploitation de plusieurs centrales existantes.